

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'Etat dangereux

au point de vue pénal

LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX ET LES ASILES DE SURETÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 10 mars 1913, à 2 h. 1/2 du soir

PAR

André FAURE

AVOCAT A LA COUR

LYON

IMPRIMERIE A. VALETTE & C^{ie}

15, Rue Victorien-Sardou

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552624_0037

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

- CAILLEMER, C. ✱, I. Q, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.
THALLER, ✱, I. Q, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. Q, professeur honoraire.
FLURER, ✱, I. Q, doyen, professeur de Droit civil.
GARRAUD, I. Q, ✱, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut
APPLETON (Charles), I. Q, professeur de Droit romain.
COHENDY, O. ✱, I. Q, ✱, professeur de Droit commercial.
PIC, I. Q, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), I. Q, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, A. Q, professeur d'Histoire générale du Droit français.
BOUVIER, I. Q, professeur de Science financière et de Législation française
des finances.
LAMEIRE, I. Q, professeur d'Histoire du Droit public et de droit adminis-
tratif.
JOSSEMERAND, I. Q, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.
BROUILHET, I. Q, professeur d'Economie politique.
HUVELIN, I. Q, professeur de Droit romain.
LÉVY, I. Q, professeur de Droit civil.
GONNARD, I. Q, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et
d'Economie politique.
BOUVIER-BANGILLON, I. Q, professeur de Procédure civile.
BECQ (J.), I. Q, secrétaire.
-

MEMBRES DU JURY :

Président : MM. R. GARRAUD, professeur, ct de l'Institut.

Assesseurs : LACASSAGNE, professeur, ct de l'Institut.
J. APPLETON, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Etat dangereux

au point de vue pénal

LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX ET LES ASILES DE SURETÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

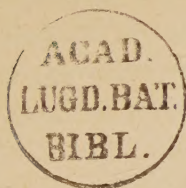
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 10 mars 1913, à 2 h. 1/2 du soir

PAR

André FAURE

AVOCAT A LA COUR



LYON

IMPRIMERIE A. VALETTE & C^{ie}

15, Rue Victorien-Sardou

—
1913

« Le criminel est un microbe
inséparable de son bouillon de
culture : le milieu social ».

LACASSAGNE.

La société est en mal de défense. Oui, je sais... l'histoire est un perpétuel recommencement. Ne peut-on pas cependant examiner parfois l'état d'une civilisation pour en considérer les côtés brillants et les dangers naissants. Or, nous n'en sommes même plus là ? Nous sommes en pleine crise de lutte et de lutte inefficace contre le crime. Qui songerait à le nier ? Au lendemain d'affaires retentissantes, autour desquelles une presse dégénérée, détournée de son but premier a fait une publicité lamentable et dramatique, qui donc parmi les esprits sans parti oserait ne pas répéter le vieux cri du Sénat romain : Caveant Consules... Les consuls c'est nous tous, par nos temps de démocratie et, si certains consuls furent coupables dans leurs écrits ou dans leurs actes, c'est un acte de pitié suprême vis-à-vis de la patrie pour les autres que d'essayer d'enrayer le terrible danger. Enrayer. Oui, mais comment ? Et quelle fatuité ! Qu'importe : quelque malhabile que soit l'essai, humble l'effort..., c'est avec des grains de sable que se constitue un désert, comme avec un grain de blé s'emplissent les greniers.

On ne connaît pas assez les nobles paroles qui vont suivre et dont on a travesti la portée. Elles peuvent servir de préface à tout essai d'endiguement contre la montée de la criminalité.

« Comme un mystérieux creuset où viennent se dissoudre, se mêler, se purifier tous les éléments bons ou mauvais du génie des nations, la civilisation produit des scories, des laideurs, des déchets. Le crime est le résidu de la civilisation.

Dès lors, la civilisation doit combattre le crime, car elle ne tarderait pas à être menacée, si elle le laissait grandir, de même le champ le plus fertile est empoisonné par les herbes voraces, si les mauvais germes n'en sont soigneusement extirpés. Peut-être ne se défie-t-elle point assez d'elle-même, je veux dire d'un besoin de charité toujours plus grand, même pour ce crime qu'elle abhorre, mais dont elle ne peut oublier qu'il est le fruit de son laborieux enfantement. La civilisation, c'est l'humanité en marche. Or, si l'humanité, la générosité, la bonté poussées à l'excès dégénèrent en faiblesse, la civilisation fait place à la décadence. »

Ainsi parlait M. le Procureur Général Loubat dans un rapport sur la crise de la répression et ses paroles véhémentes ne sont-elles point sœurs de celles d'un grand sermonaire, n'ont-elles point l'allure grande et noble d'une belle paraphrase du Caveant Consules?

C'est pourquoi la société dont la justice est l'organe de défense doit traquer le crime.

Or, à quelque école que l'on se rattache dans la pratique, on ne verra le crime qu'à travers le criminel. Condamner, c'est bien ou c'est pire, mais c'est nécessaire, prévenir, guérir, relever, c'est mieux, c'est beau et grand.

Quel est l'individu dont la société doit se garder? C'est

l'être socialement dangereux. Quel est cet être? Peut-on le reconnaître, s'en défendre, l'amender, voir même l'arrêter avant la chute, tel est l'objet de notre étude. Et comme corollaire, nous ajoutons quelques observations sur une mesure préventive et curative dirigée à la fois contre et pour l'être socialement dangereux, à savoir : les asiles de sûreté.

Tout ce qu'il peut y avoir d'intéressant dans cette étude, nous le devons à notre éminent confrère à la Cour, et à notre Maître, M. le Professeur René Garraud. Cette déclaration n'est que la reconnaissance de notre dette, elle n'en saurait constituer le paiement. Nous ne pouvons lui offrir que l'hommage de notre reconnaissance et de notre respectueux attachement.

CONSTATATION PRÉLIMINAIRE

Echec des efforts accomplis depuis un siècle dans l'espoir de faire reculer la criminalité. — Le mouvement législatif depuis 1875.

Que n'a-t-on point fait pour enrayer la montée croissante des criminels? Constatons les efforts, les échecs et ne désespérons pas. Ce que n'ont pu faire telles réformes, tels essais, d'autres nouveaux, le tout mieux compris, mieux secondé, soit par la loi, soit par les institutions, soit par l'adhésion de l'opinion publique, le tout, dis-je, pourra peut-être obtenir ce résultat, conquérir cet arrêt, non de haute lutte, mais par une véritable guerre de guérillas contre le crime.

C'était une parole de poète et non hélas une prophétie que le cri de Victor Hugo : « Peuplez les écoles, vous viderez les prisons ». En a-t-on construit des écoles et pas plus que leurs monuments n'ont contribué à l'esthétique nationale, leur nombre n'a arrêté la criminalité des adolescents, bientôt des enfants! Serait-ce parce que depuis un demi-siècle, l'enseignement est resté purement verbal et livresque? Cette étude n'est point une critique de ce qui fut fait; elle borne son domaine à constater et à proposer des solutions.

On a dit : Si les ouvriers avaient des logis sains et même confortables, si leurs enfants évitaient la promiscuité de la rue, le nombre des criminels diminuerait. La mode fut aux habitations ouvrières. Noble mode dont il serait tout simplement ignoble de ricaner. Mais les chiffres et les faits sont là. La criminalité progresse.

Puis : améliorez vos hospices, faites sortir de terre les hôpitaux, les refuges. Que toute misère soit soulagée, que tout malade soit soigné. Développez les œuvres de charité et de prévoyance. Orchestre humanitaire des mutualités, jouez harmonieusement Rien de plus noble, de plus grand, de plus humain ou de plus divin. Mais le résultat, oui, le résultat positif, palpable, visible, tangible. . . ? C'est agaçant évidemment, cette manie du Monsieur qui critique et qui objecte, mais il faut se rendre à l'évidence : Tout ce qui s'est consommé de dévouement, d'énergie, d'ingéniosité a peut-être bien enrayé la progression de la criminalité, mais n'a point empêché sa transformation indéniable et de plus en plus redoutable. Cette transformation alarmante comporte trois principaux caractères :

- 1° La criminalité devient plus féroce ;
- 2° Elle devient plus violente ;
- 3° Elle devient plus associationnelle.

L'armée du crime semble donc plus forte que jamais.

Comme dans la déroute turque dans les plaines embaumées de Thrace, la société, parmi les stupéfiants progrès de la science et les splendeurs de la civilisation, vit crouler ses forteresses, enclouer ses canons, massacrer ses défenseurs et ses tacticiens.

On revit ce scandale des temps médiévaux et de l'époque de Mandrin. On connut les associations de malfaiteurs, sans

grandeur, lamentables épaves, fils du cabotinage et de l'amour immodéré de la jouissance. On assista à ce spectacle indécent du siège par la police et l'armée, des maisons où s'étaient terrés, l'un après l'autre, ces illustres capitaines de bandits ! Bandits méchants, sournois et possédés du besoin de paraître cependant, dont l'un eût l'abominable lâcheté de garder prisonnière une femme pour son plaisir et comme otage. Et c'est là le résultat de la mobilisation générale des hommes et des lois contre le crime !

Le législateur lui-même vacillant, tour à tour audacieux et timide, nous donna le spectacle d'alternatifs sentiments de bienveillance et de répression.

Considérons dans ses très grandes lignes les différentes lois criminelles depuis 1875 et en France seulement : C'est la loi du 5 juin 1875, instituant l'emprisonnement cellulaire et portant réduction du 1/4 pour toutes les peines de moins de trois mois, subies au régime individuel. Résultat : Bond de la criminalité.

Les journaux font des campagnes, l'opinion publique s'émeut, et le 27 mai 1885 vit la naissance de la loi sur la relégation. Mais le législateur tout de suite tempéra son mouvement répressif par la loi du 14 août de la même année, instituant la libération conditionnelle. Aux termes de cette loi, tous les condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement, pouvaient être mis en liberté après avoir accompli une partie de leur peine.

Puis vint la loi du 26 mars 1891, qui immortalisa un nom, bien digne de l'être, certes, celui de M. le sénateur Béranger.

Le 15 novembre 1892, une loi qui satisfait la justice intime de nos esprits, faisait compter dans la durée de la peine, la prison préventive.

Un mot de principe sur le rôle de la justice.

On pensera : Mais c'est un réquisitoire.

Ah ! que non pas. Rien dans notre vie ne nous prépare à ce rôle. Nous n'avons voulu faire qu'un inventaire.

La société a comme organe de défense, la justice. C'est là notre opinion. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'étudier et de discuter le rôle de la justice. Notre sentiment est que par le moyen d'une justice préventive et distributive de peines, la société se défend, comme l'homme primitif construisait sa hutte à l'abri des attaques des fauves, inventa la fronde pour les blesser ou les tuer, puis quand il eut le temps, prit la peine d'essayer de les apprivoiser. Le fauve dangereux : lion, hyène ou reptile, c'est le criminel. Mais le chien primitif aussi était un ennemi, aussi le cheval, le bœuf. . . , quelque nom qu'alors ils portassent. Ainsi une justice éclairée, documentée par des textes législatifs, ayant à sa disposition des institutions adéquates, pourra séparer le criminel dangereux du délinquant primaire, l'aliéné, le demi-fou du fauve social ou du futur serviteur régénéré, loyal et fidèle.

Les Codes énoncent, classent et fixent la peine. Le juge l'applique. Actuellement il a des pouvoirs presque absolus pour l'abaisser, la diminuer ; il peut ne la prononcer que fictivement, en quelque sorte quand il ordonne le sursis. Il ne peut pas dépasser la peine légale. L'Administration pénitentiaire fait exécuter la peine, à la requête du Ministère public. Elle a le droit de diminuer la peine, par exemple par l'application de la libération conditionnelle, ou la remise de concessions de terrains en Guyane.

Il y'a donc une triple collaboration.

PREMIÈRE PARTIE

LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX

I. — LES DÉFECTUEUX

Les Aliénés - Criminels

Cédons la parole à notre Maître Garraud : en quelques lignes de ce traité théorique et pratique de Droit pénal français dont on proclamait à l'Académie des Sciences morales et politiques : « qu'il avait vraiment épuisé le sujet et qu'il serait « même un livre définitif, si le droit ne se renouvelait sans « cesse », en quelques lignes de son traité, l'éminent criminaliste pose avec sa vigueur accoutumée la question, laissant à peine place à quelques commentaires :

« Lorsqu'un inculpé a été renvoyé d'instance pour cause « d'aliénation mentale ou qu'il a été l'objet d'une ordonnance « de non-lieu, basée sur la même cause, l'autorité judiciaire « ne peut plus le retenir et il doit être mis en liberté. Cette conséquence résulte du concept d'après lequel l'aliéné n'est sujet à aucune mesure de répression. Or, « le fou dangereux « et tout aliéné perpétrant un fait en lui-même délictueux, a ce « caractère, doit être soumis à une mesure de séquestration

« dans son intérêt comme dans celui de la collectivité. Et
« qu'on ne dise pas qu'il serait excessif de la prendre vis-à-
« d'un aliéné qui n'aurait commis qu'un délit léger, *car nul ne*
« *peut garantir que celui-ci n'en commettra pas par la suite un*
« *plus grave*. Aussi les législations les plus prévoyantes
« donnent aux autorités judiciaires, qui renvoient un aliéné
« de l'instance pénale, le droit ou le devoir de mettre à la
« disposition de l'administration, chargée d'assurer l'ordre
« public, celui qu'elle déclare ne pouvoir punir. A cet égard,
« notre Code est d'une insuffisance absolue. Non seulement
« il ne rend pas obligatoire le renvoi dans un asile de l'aliéné
« acquitté comme tel, mais il ne permet même pas à l'au-
« torité judiciaire de se prononcer sur l'opportunité de la
« mesure. La société ne se trouve pas pourtant désarmée, et
« l'article 18 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés per-
« met :

« *A Paris, au préfet de police, et, dans les département*
« *aux préfets, d'ordonner d'office le placement dans un éta-*
« *blissement d'aliénés de toute personne dont l'aliénation com-*
« *promet l'ordre public ou la sûreté des personnes.* »

« Du reste, la loi de 1838 ne contient aucune disposition
« spéciale sur les *aliénés* dits *criminels*, soit au point de vue
« de leur placement dans des asiles spéciaux, soit au point
« de vue des pouvoirs à donner, dans ce cas, aux autorités
« administratives ou judiciaires ».

Ainsi donc notre législation est tout-à-fait incomplète. Des questions se devront poser à l'occasion d'une réforme : on devra déterminer l'autorité à laquelle appartiendra le droit de prendre des mesures d'internement vis-à-vis des aliénés. Jusqu'ici en France, comme dans l'empire Allemand, dans la monarchie Austro-Hongroise, en Suède, toute latitude est

donnée uniquement à l'autorité administrative. Au contraire, en Belgique, en Danemark, en Hollande, en Italie, l'internement doit être ordonné par la Justice, la sortie par l'Administration ; tandis qu'appartient tout droit exclusivement aux pouvoirs judiciaires, en Angleterre-Irlande, en Russie, en Espagne.

Que se passe-t-il sous le régime des articles 18 et suivants de la loi de 1838 : les aliénés criminels *peuvent* et non *doivent* être considérés comme des aliénés dangereux. Les préfets peuvent — mais n'y sont pas obligatoirement tenus — ordonner souverainement leur placement dans l'établissement public d'aliénés du département. Souverainement ils les placent, souverainement, ils peuvent ordonner leur sortie. De plus : « Si le médecin de l'asile constate que cet aliéné ne « manifeste plus de signe de folie et paraît guéri, après un « certain temps d'observation, il doit être remis en liberté. » (Garraud, *op. cit.*)

Ainsi la loi ! Mais c'est la loi. Je dis que cette loi antique est dans son application mécanique un danger pour la Société. Comment ? La place manque dans les asiles : cela c'est un fait que personne ne songe à nier. Un fou, soumis au régime calme de l'asile tutélaire n'a pas de crise pendant un certain temps d'observation : *il doit être remis en liberté*. C'est la loi. Quels que soient ses antécédents, cet être, la veille, *socialement dangereux*, qui a fait ses preuves, tristes preuves, est remis dans la circulation obligatoirement, sans avoir subi aucune peine. On aboutit à cette légende d'humoriste : il faut être fou de ne pas l'être, quand on est criminel !

Je sais bien que dans la pratique on a essayé d'obvier à ce premier danger du mélange des pauvres aliénés tout simplement et des aliénés criminels, dignes également d'intérêt,

mais aussi de méfiance fondée. Depuis 1876, on affecte aux aliénés dits criminels, un quartier spécial d'abord dans la Maison centrale de Gaillon, puis dans la prison de la Santé, à Paris, enfin, pour les femmes à la Maison centrale de Montpellier. Mais ce ne sont là que palliatifs extra-légaux.

Quelles sont donc les réformes légales à souhaiter ?

En mars 1887, la Chambre avait voté un projet de loi déposé par Fallières en juin 1887. L'origine de cette loi était un projet déposé au Sénat le 5 novembre 1882 par le même ministre.

Puis vint en 1896 le projet de loi Dubief, le ministre par sa qualité de docteur en médecine, et ses campagnes menées à propos des aliénés, était spécialement désigné pour mener à bien cette réforme. Elle attend encore. La proposition Dubief, plus récente nous semble beaucoup plus parfaite que le texte voté par le Sénat en 1887. Le fait pour le Sénat d'avoir adopté déjà une proposition de loi en ces matières doit l'inciter à examiner au plus tôt le texte Dubief. Innovant sur la loi de 1838, laquelle n'était qu'une loi de défense sociale, la loi Dubief commence par s'occuper des aliénés traitables à domicile. Les articles 8 et 9 ont pour but de sauvegarder dans les limites du maximum la liberté individuelle. Venons-en dans l'examen succinct de cet excellent projet à ce qui concerne les aliénés criminels.

ART. 39. — L'Etat fera construire ou approprier un ou plusieurs asiles ou quartiers de sûreté pour les aliénés dits criminels de l'un et de l'autre sexe, où seront conduits et retenus par les soins du Ministre de l'Intérieur, les aliénés dont l'internement aura été décidé par le tribunal en chambre du Conseil, statuant en conformité de l'article 37.

ART. 40. — Pourront également être conduits et retenus dans ces asiles,

en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Comité supérieur des aliénés :

1° Les aliénés qui, placés dans un asile, y auront commis un acte qualifié crime ou délit contre les personnes ;

2° Les condamnés à une peine de plus d'un an d'emprisonnement qui deviennent aliénés pendant qu'ils subissent leur peine ;

3° Les condamnés reconnus aliénés, dont il a été parlé à l'article 36, lorsqu'à l'expiration de leur peine le Ministre de l'Intérieur aura reconnu dangereux, soit de les remettre en liberté, soit de les transférer dans l'asile de leur département.

Les aliénés dont il est question dans les deux paragraphes précédents seront immédiatement renvoyés devant le tribunal en chambre du conseil, qui statuera, dans les formes prévues à l'article 37, sur leur maintien dans l'asile ou le quartier de sûreté.

Tout aliéné traité dans l'asile ou les asiles spéciaux créés en vertu du présent article, peut être transféré dans l'asile de son département en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, rendue sur la proposition motivée du médecin traitant et après avis du Comité supérieur.

Le 24 décembre 1901, la Chambre « considérant que tous les aliénés, criminels ou non, sont des malades et relèvent de l'asile, non de la prison, décide la désaffectation de l'infirmerie pénitentiaire de Gaillon et invite le Gouvernement à étudier un projet de construction à Gaillon ou ailleurs, d'un double asile de sûreté pour aliénés des deux sexes particulièrement dangereux dont la présence dans les asiles départementaux est une cause de gêne, de trouble, d'insécurité. Sur la proposition Delbet, la Chambre invite le Gouvernement à désaffecter la Maison centrale de Gaillon, qui prendra le nom d'asile central des aliénés criminels. Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'organisation d'un service médical et d'un service de surveillance en rapport avec cette destination nouvelle. « Depuis le 1^{er} janvier 1903, par décision du ministre de l'Intérieur, le quartier spécial d'aliénés et épileptiques (de Gaillon) a cessé de faire partie des services de l'assistance et

de l'hygiène publique. (En mars 1904, Raoul Leroy, chef médical de Gaillon, écrit cependant encore à Kéralval : les malades de Gaillon sont considérés comme en cours de peine, l'asile de Gaillon relevant jusqu'ici directement de l'Administration pénitentiaire.) » (1)

D'après le règlement provisoire du 20 janvier 1902, Gaillon est dénommé « Asile spécial de condamnés aliénés et épileptiques ». Il reçoit comme en 1876 les condamnés aliénés et épileptiques des Maisons centrales de France (dont la peine dépasse un an de prison). Les condamnés à moins d'un an, font leur peine dans les prisons départementales et sont, s'ils deviennent aliénés, placés à l'asile du département correspondant... Gaillon semble l'embryon tout indiqué du futur asile d'aliénés criminels. Il y a à Gaillon la place suffisante pour hospitaliser trois cents malades environ. Un asile de trois cents malades au maximum est seul désirable, parce qu'il faut éviter l'agglomération des aliénés dangereux et qu'en outre, le médecin doit consacrer un temps très long à sa visite.

Gaillon ainsi compris, se composerait : « de l'asile pénitentiaire destiné aux condamnés aliénés, à discipline stricte, sauf régimes médicaux spéciaux ; de l'asile de sûreté à discipline moins sévère, à nourriture meilleure. A cet asile de sûreté on placerait : les aliénés condamnés ayant fini leur peine, au lieu de les transférer dans les asiles départementaux, tous les aliénés criminels et vicieux nécessitant une surveillance spéciale (fous moraux, débiles, pervers, évadés récidivistes, épileptiques dangereux, persécutés, persécuteurs, certains persécutés à réactions dangereuses) ; les inculpés irresponsables mais dangereux pour la sécurité publique, à raison de leurs

(1) Grasset, *Idées paramédicales et médicossociales*, p. 67.

assassinats, de leurs impulsions homicides ou autres, de viols, de vagabondages et vols, d'incendies. »

Pour ce qui est de la sortie des aliénés criminels, la Commission extra-parlementaire avait proposé :

Si sa sortie est demandée à une époque quelconque pour cause de guérison, elle ne pourra être ordonnée qu'après examen de son état mental par la Commission instituée par l'article 40, assistée du médecin en chef de l'asile et d'un avocat inscrit au tableau des avocats près la Cour ou le Tribunal du lieu de situation de l'asile et élu par les membres de cet ordre. Si la Commission est d'avis, à la majorité des voix, qu'il n'y a pas lieu d'autoriser la sortie, il y sera sursis pendant six mois pour la première fois et pendant un an pour les fois suivantes.

Le projet Dubief était ainsi conçu :

ART. 41. — Lorsque la sortie d'un des aliénés internés en vertu des articles 36, 37 (ou 40) est demandée, le médecin traitant doit déclarer si l'interné est ou non guéri et, en cas de guérison, s'il est ou non suspect d'une rechute de nature à compromettre la sécurité, la décence ou la tranquillité publiques et sa propre sûreté.

La demande et la déclaration susdites accompagnées de l'avis motivé du médecin inspecteur, sont déférées de droit au tribunal qui statue en chambre du conseil.

Si la sortie n'est pas accordée, la chambre du conseil peut décider qu'il ne sera procédé à un nouvel examen qu'à l'expiration d'un sursis (ou délai) qui ne peut se prolonger au delà d'une année.

La sortie accordée est révocable et peut n'être que conditionnelle. Elle est alors soumise à des mesures de surveillance réglées par la chambre du conseil d'après les circonstances de chaque cas particulier. Si ces conditions ne sont pas remplies ou s'il se produit des menaces de rechute, la réintégration immédiate à l'asile doit être effectuée.

En 1901, Regnard concluait ainsi son rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique sur la création d'asiles spéciaux pour les aliénés criminels :

I. — Il sera créé sur le territoire de la République, au fur et à mesure des besoins, des asiles spéciaux pour l'internement et le traitement des aliénés criminels ;

II. — Ces établissements seront dénommés asiles d'Etat pour les aliénés criminels... ;

III. — La population de ces asiles comprendra : 1^o les individus condamnés et devenus aliénés pendant l'accomplissement de leur peine ; 2^o ceux qui auront été reconnus aliénés au cours de l'instruction et du procès et relevés ou acquittés comme tels ; 3^o exceptionnellement, des individus signalés comme spécialement dangereux par les médecins des asiles ordinaires ;

IV. — Les condamnés devenus aliénés dans les prisons, seront placés dans l'asile spécial par ordre du ministre de l'Intérieur. Le Conseil vote ces conclusions sous la réserve que l'autorité judiciaire sera chargée de diriger sur les asiles spéciaux, des aliénés relaxés comme irresponsables ou acquittés comme tels par le jury et reconnus dangereux après une expertise contradictoire (réforme Cruppi ; vœu Ferdinand Dreyfus).

En Angleterre, où l'on discute peu de ces questions quant à la théorie, mais où l'on fait entrer dans le domaine de la pratique toute initiative, tout progrès intéressants : sont mis à la disposition de la Cour qui a déclaré tel criminel aliéné, deux asiles spéciaux : l'asile de Broadmoor pour l'Angleterre, un quartier de la prison de Perth pour l'Ecosse. La sortie de ces aliénés, en cas de guérison, est soumise à des règles particulières (cf. Babinet : *Bulletin de la Soc. de légis. comp.* 1879 et également Mandsley op. cit. le Crime et la Folie) ; Wood Benton : *Rev. de dv. intern. et de légis. comp.* 1890, p. 473).

Les Toxicomanes

Une catégorie d'êtres socialement dangereux, dont l'étude nous apparaît comme particulièrement délicate, est celle de tous ceux qui, plus raffinés que les alcooliques, cherchent dans l'usage d'une drogue, des sensations agréables ou l'oubli momentané de leurs douleurs physiques et morales. Il est temps d'en parler. Tant que ces habitudes n'ont été que la part d'une rare élite, on ne pouvait que déplorer de voir sombrer quelques intelligences. Tout en les condamnant en sa raison, l'homme impartial ne pouvait pas ne pas faire la part de la souffrance physique, des douleurs morales ou des tares physiologiques, qui avaient amené petit à petit ces malheureux à l'état de misérables déchets sociaux.

Qu'un tuberculeux, qu'un cancéreux deviennent morphinomane, le beau dommage, je vous le demande, si la perte de l'individu était certaine avant sa funeste habitude. Qu'un être diminué physiologiquement au point de n'être à jamais qu'un débile, incapable de quoi que ce soit, ait recherché quelques paradis artificiels, je n'y vois point d'inconvénients. Pardon me dira-t-on, vous êtes parfaitement immoral, en ce moment, et ce ne sont pas là choses qu'on écrive. Pourquoi ? Nous ne faisons pas ici œuvre de morale, et j'avoue volontiers qu'au point de vue moral, ces gens ont tort et commettent une lourde, une grave faute. Mais au point de vue de la défense sociale, je crois avoir le droit de faire cette constatation que tous les êtres inutiles, épaves physiques et morales, rendent un service à la société en disparaissant sans laisser de famille, plutôt que de s'obstiner à vivre en procréant. *Je constate, dis-je, mais je n'approuve pas.*

Cependant, il est temps d'en parler, parce que cela est devenu un danger social. Tout homme vicieux, comme tout homme vertueux, a en soi l'étoffe d'un apôtre. Or, il est advenu qu'un intoxiqué fit part à d'autres individus, déjà un peu déséquilibrés, des joies que lui procurait son poison favori. Ceux-ci ont à leur tour gangrené des êtres sains. Ce fut une véritable contagion. La littérature, le théâtre et la ville en furent bientôt emplis. Qui n'avait pas sa seringue à morphine ? Qui ne mangeait pas du haschich ? Qui ne fumait pas de l'opium ? Seuls les gens vulgaires, semblait-il. Bientôt descendit au plus bas cette épidémie. Les marchandes d'amour eurent recours au poison. Il y eut une époque où, dans toutes les femmes, il y avait une future éthéromane. Puis vinrent les scandales de la cocaïne.

Il ne faut pas pousser les choses au tragique. Ce ne sont que pour les êtres déraisonnables ou qui ont pour nous une grossière antipathie, que la France est devenue la proie de toutes les intoxications. À lire les journaux pangermanistes, on le croirait. Cependant, tous ces produits nous viennent d'Allemagne et chacun sait que la vertu s'est réfugiée à Berlin !

Tout cela est une question de mode et passe quand on en veut la fin. Les poisons disparaîtront du nécessaire de bien des gens, comme l'internationalisme a disparu du cerveau de beaucoup d'intellectuels. Il suffit d'en prendre les moyens.

Voyons lesquels.

Quelle est, actuellement, la législation qui régit les pharmaciens et la vente des produits pharmaceutiques dangereux ?

C'est d'abord la loi du 19 juillet 1845, puis l'ordonnance royale du 29 octobre 1846.

ORDONNANCE CONCERNANT LA VENTE DES SUBSTANCES
VÉNÉNEUSES

Louis-Philippe, roi des Français, etc. . . .

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I.

Du commerce des substances vénéneuses.

ARTICLE PREMIER. — Quiconque voudra faire le commerce d'une ou plusieurs des substances comprises dans le tableau annexé à la présente ordonnance, sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune, en indiquant le lieu où est situé son établissement.

Les chimistes, fabricants ou manufacturiers employant une ou plusieurs des dites substances seront également tenus d'en faire la déclaration dans la même forme.

La dite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné et dont un extrait sera remis au déclarant. Elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

ART. 2. — Les substances auxquelles s'applique la présente ordonnance ne pourront être vendues ou livrées qu'aux commerçants, chimistes, fabricants ou manufacturiers qui auront fait la déclaration prescrite par l'article précédent, ou aux pharmaciens.

Les dites substances ne devront être livrées que sur la demande écrite de l'acheteur.

ART. 3. — Tous les achats ou ventes de substances vénéneuses seront inscrits sur un registre spécial, coté et paraphé par le maire ou par le commissaire de police.

Les inscriptions seront faites de suite et sans aucun blanc, au moment même de l'achat ou de la vente ; elles indiqueront l'espèce et la quantité des substances achetées ou vendues, ainsi que les noms, professions et domiciles des vendeurs ou des acheteurs.

ART. 4. — Les fabricants et manufacturiers employant des substances vénéneuses en surveilleront l'emploi dans leur établissement et constateront cet emploi sur un registre établi conformément au premier paragraphe de l'article 3.

TITRE II.

De la vente des substances vénéneuses par les pharmaciens.

ART. 5. — La vente des substances vénéneuses ne peut être faite pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens, et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un vétérinaire breveté.

Cette prescription doit être signée, datée, et énoncer en toutes lettres la dose des dites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

ART. 6. — Les pharmaciens transcriront les dites prescriptions avec les indications qui précèdent sur un registre établi dans la formule déterminée par le paragraphe 1^{er} de l'article 3.

Ces transcriptions devront être faites de suite et sans aucun blanc.

Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet, et après y avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre.

Le dit registre restera conservé pendant vingt ans au moins et devra être représenté à toute réquisition de l'autorité.

ART. 7. — Avant de livrer la préparation médicale, le pharmacien y apposera une étiquette indiquant son nom et domicile, et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

ART. 8. — L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus pour d'autres usages que la médecine, que combinés avec d'autres substances.

Les formules de ces préparations seront arrêtées sous l'approbation de notre Ministre secrétaire d'Etat de l'agriculture et du commerce, savoir :

Pour le traitement des animaux domestiques, par le conseil des professeurs de l'Ecole royale vétérinaire d'Alfort.

Pour la destruction des animaux nuisibles, et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle, par l'Ecole de Pharmacie.

ART. 9. — Les préparations mentionnées dans l'article précédent ne pourront être vendues ou délivrées que par les pharmaciens, et seulement à des personnes connues et domiciliées.

Les quantités livrées ainsi que le nom et le domicile des acheteurs seront inscrits sur le registre spécial dont la tenue est prescrite par l'art 6.

ART. 10. — La vente et l'emploi de l'arsenic et de ses composés sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

TITRE III.

Dispositions générales.

ART. 11. — Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues par les commerçants, fabricants, manufacturiers et pharmaciens dans un endroit sûr et fermé à clef.

ART. 12. — L'expédition, l'emballage, le transport, l'emmagasinage et l'emploi doivent être effectués par les expéditeurs, voituriers, commerçants et manufacturiers avec les précautions nécessaires pour prévenir tout accident.

Les fûts, récipients et enveloppes ayant servi directement à contenir les substances vénéneuses ne pourront servir à aucune autre destination.

ART. 13. — A Paris et dans l'étendue du ressort de la Préfecture de Police, les déclarations prescrites par l'article premier seront faites devant le préfet de police.

ART. 14. — Indépendamment des visites qui doivent être faites en vertu de la loi du 21 germinal an XI, les maires ou les commissaires de police, assistés, s'il y a lieu, d'un docteur en médecine désigné par le préfet, s'assureront de l'exécution des dispositions de la présente ordonnance.

Ils visiteront à cet effet les officines des pharmaciens, les boutiques et magasins des commerçants ou manufacturiers vendant ou employant les dites substances. Ils se feront représenter les registres mentionnés dans les articles 1^{er}, 3, 4 et 6, et constateront leurs contraventions.

Leurs procès-verbaux seront transmis au Procureur du Roi pour l'application des peines prononcées par l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1845.

ART. 15. — Notre Ministre Secrétaire d'Etat au Département de l'Agriculture et du Commerce, et notre Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat, de la Justice et des Cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 29 octobre 1846.

Signé : LOUIS-PHILIPPE,

Par le Roi :

*Le Ministre Secrétaire d'Etat, de l'Agriculture
et du Commerce,*

Signé : L. CUNIN-GRIDAIN.

Plus près de nous, le décret de 1850 dont nous donnons ci-dessous le texte :

DÉCRET DU 8 JUILLET 1850 CONCERNANT LA VENTE
DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.

Au nom du peuple français,
Le Président de la République,
Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture et du Commerce;
Vu la loi du 19 juillet 1845;
Vu l'ordonnance du 29 octobre 1846, portant règlement sur la vente des substances vénéneuses;

Vu les avis de l'Ecole de pharmacie, du Comité consultatif des arts et manufactures, du Conseil de salubrité du département de la Seine et de l'Académie de médecine;

Le Conseil d'Etat entendu décrète :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des substances vénéneuses, annexé à l'ordonnance du 29 octobre 1846 est remplacé par le tableau joint au présent décret.

ART. 2. — Dans les visites spéciales prescrites par l'article 14 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, les Maires ou Commissaires de police sont assistés, s'il y a lieu, soit d'un docteur en médecine, soit de deux professeurs d'une Ecole de pharmacie, soit d'un membre du Jury médical et l'un des pharmaciens adjoints à ce Jury, désignés par le Préfet.

ART. 3. — Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 juillet 1850.

Signé : L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Signé : J. DUMAS.

TABLEAU DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

Annexé au Décret du 8 juillet 1850

Acide cyanhydrique;
Alcaloïdes végétaux vénéneux et leurs sels;
Arsenic et ses préparations;
Belladone (extrait et teinture);
Cantharides entières (poudre et extrait);
Chloroforme;
Ciguë (extrait et teinture);
Coque du Levant;
Cyanure de mercure;
Cyanure de potassium;
Digitale (extrait et teinture);
Éméétique;
Jusquiame (extrait et teinture);
Nicotiane;
Nitrate de mercure;
Opium et son extrait;
Pâte phosphorée;
Phosphore;
Seigle ergoté;
Stramonium (extrait et teinture);
Sublimé corrosif.

Vu pour être annexé au décret du 8 juillet 1850, enregistré sous le n° 983.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Signé : J. DUMAS.

Les pharmaciens sont tenus d'avoir un registre coté, paraphé par le Commissaire de police au premier et dernier feuillet.

Voici le texte qui précède le livre où dans chaque pharmacie sont relevées les ordonnances médicales :

L'an mil cent

Conformément aux prescriptions de l'ordonnance du roi, du 29 octobre 1846 et de la circulaire de M. le Préfet de police, en date du 5 janvier 1847.

Nous,
avons coté et paraphé, par premier et dernier, le présent registre
feuillet de deux pages et lignes à la page,
ledit registre remis par M. et devant
I servir de suite sans aucun blanc, au moment même de la vente ou
de l'achat qu'il fera des substances vénéneuses désignées au tableau
annexé à ladite ordonnance, en ayant soin d'indiquer l'espèce et la quantité
des substances qu'il vendues ou achetées, ainsi que les noms,
professions et domiciles des vendeurs ou acheteurs, à la charge par
I dit qui fait préalablement la déclaration voulue par l'arti-
cle 1^{er} de l'ordonnance du 29 octobre 1846, de se conformer exactement
aux dispositions des articles 11 et 12 de l'ordonnance précitée,

Déclarant au dit sieur que faute de satisfaire aux dispositions de l'ordon-
nance royale, il encourr les peines portées par l'article 1^{er} de la
loi du 19 juillet 1845, dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les contraventions aux ordonnances royales portant
règlement d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des
substances vénéneuses, seront punies d'une amende de cent francs à trois
mille francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, sauf
l'application, s'il y a lieu, de l'article 463 du Code pénal.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des
substances saisies en contravention.

Fait à le

Ce sont là, nous semble-t-il, des mesures insuffisantes et
injustifiées parfois. Prenons exemple d'un examen des livres
d'un pharmacien et des quantités de substances vénéneuses
qu'il a dans une armoire spéciale fermée à clé. Jamais il n'y
aura compte juste ; c'est-à-dire, que l'on trouvera toujours
une quantité moindre de poisons que le total des quantités
ordonnées et délivrées. D'où vient cette différence. Et la Jus-
tice accusera une fois de plus le malheureux pharmacien d'être

un empoisonneur public et pourra l'inculper. *Somme toute, la loi soumet les pharmaciens au régime de l'exercice.* Or, tous les pharmaciens, même les meilleurs et les plus prudents, fabriquent des spécialités : Baume Odontalgique, pommades calmantes, sirops pectoraux, etc... Dans chacun de ces flacons ou pots, entre une quantité extrêmement réduite d'un alcaloïde quelconque. Le pharmacien vend pour le plus grand bien de ses clients et de son commerce ses spécialités chaque jour. D'où chaque jour départ clandestin d'une petite portion de poison, d'où, au bout d'un certain temps : provision déficitaire vis-à-vis du total des prescriptions des divers médecins. Et je dis qu'en toute conscience, ce serait une injustice que d'incriminer le pharmacien.

Au reste, il y a — nous ne faisons que l'indiquer en terminant cette incursion dans ce qui peut paraître n'être pas du strict domaine de notre étude — il y a mieux à faire. Il faudra réglementer les droguistes chez qui l'on peut sans fraude se procurer en gros ce qu'un pharmacien n'a pas le droit de livrer en détail. Il faudra surveiller les pourvoyeurs de poisons, cela c'est le rôle de la police dirigée par les juges d'instruction et surtout par les Parquets.

Pour ce qui est de notre point de vue, y a-t-il lieu de souhaiter des mesures législatives qui mettent la Société à l'abri des *êtres socialement dangereux*, par suite d'intoxication. A part les mesures que nous venons d'indiquer, il n'y a pas, à notre sens, d'autres mesures législatives à prendre que celles existant déjà : à savoir, la prohibition hors l'état d'ordonnance médicale, de la vente des substances vénéneuses. Cependant, nous insisterions sur les modifications que l'on pourrait apporter, soit dans la poursuite, soit dans la répression des intermédiaires, fournissant clandestinement des poisons. Il y

aurait peut-être lieu de créer à leur rencontre un délit spécial, autre que celui de l'exercice illégal de la pharmacie, dont on peut les incriminer déjà dans l'état actuel de notre législation. C'est contre eux qu'il faut faire porter la dureté des mesures législatives et non point d'une façon générale sur les pharmaciens. Il ne s'agit pas de rendre la situation des pharmaciens intenable en les obligeant par exemple à tenir pour chaque poison un livre semblable à celui qu'ils sont obligés de tenir pour l'opium, en vertu du texte inséré dans une loi de finances.

Voyons ce qui se passe en effet pour ce fameux livre de l'opium. Le pharmacien doit mettre les quantités achetées de ce poison au jour même de leur achat, sur son livre, en indiquant leur provenance. Puis, il doit indiquer au fur et à mesure de la consommation, les quantités d'opium qui sortent de chez lui. Que se passe-t-il dans la réalité? Quand le pharmacien fabrique tous les produits d'usage presque courant et qui contiennent à l'état infinitésimal de l'opium, il marque en gros la quantité qui lui a été nécessaire pour faire son élixir parégorique, du laudanum, etc. Mais quand, par suite de l'exécution d'une ordonnance médicale, il a consommé une extrême petite quantité d'opium, il ne la marque pas. Et quand l'inspecteur de pharmacie passe, il se rend bien compte, d'une part, de la très grande honnêteté professionnelle du pharmacien et, d'autre part, de l'état très approximatif dans lequel est tenu le livre de l'opium. Il paraphe et ajoute paternellement : « Mettre en règle ». En effet, seule la visite du commissaire de police, qui ne connaît pas ces matières, pourrait être funeste au pharmacien. L'inspecteur de pharmacie sait bien que le livre d'opium n'a été constitué que pour empêcher les fumeurs d'opium de se fournir chez des phar-

maciens moins scrupuleux ou dont les aides le seraient moins. Par conséquent, ce livre de l'opium ne répond pas à son but, oblige le pharmacien à des inscriptions tardives, ce qui constitue, somme toute, un faux sans constituer une faute.

On a proposé — pour ce qui regarde les médecins — un carnet d'ordonnance timbré d'un cachet spécial et délivré sous la responsabilité personnelle des médecins. Ce carnet devait éviter les fraudes sur les ordonnances, c'est-à-dire les fausses ordonnances d'une part, et de l'autre, l'abus d'ordonnances. J'appelle abus d'ordonnances, le fait de la part d'un malade de faire exécuter son ordonnance chez divers pharmaciens ou plusieurs fois, alors que son ordonnance ne devait être exécutée qu'une seule et unique fois. A notre avis, ce projet de carnet d'ordonnances ne rime à rien. Ce n'est pas lui qui empêcherait la fabrication de fausses ordonnances, ce n'est pas lui qui pourrait enrayer l'abus d'ordonnances, la seule mention : « Rapporter l'ordonnance » ou « cette ordonnance n'est valable que pour une fois » suivie de la date, devant largement suffire. De plus, les médecins sont et doivent rester couverts par une sorte d'immunité dans la pratique de leur art. C'est sous leur responsabilité personnelle qu'ils exercent ; et ce n'est pas à la loi à les mettre en tutelle. Du reste, c'est bien partout la même chose, c'est en augmentant la responsabilité des hommes qu'on augmente leur conscience.

Si les intoxiqués commettent un crime, cela nous l'étudierons en même temps que le cas des autres *êtres socialement dangereux, mais après le déclic d'un délit.*

Les Faibles moralement

Abouliques, Défectueux moraux

Une catégorie de ces *êtres socialement dangereux*, consiste dans ceux que l'on pourrait appeler : les faibles moralement, abouliques, défectueux moraux.

A ceux là, ne manque pas l'intelligence, mais la sensibilité morale et l'affectivité. Ils sont malfaisants dès leur berceau. Les plus terribles parmi eux, sont ceux qui joignent à une vivacité naturelle de l'esprit, une imagination d'une fécondité inouïe. Chacun de nous a joué enfant, aux gendarmes et aux voleurs. Et nous nous piquions de préférer d'être parmi les voleurs. Ce n'est point qu'en nous il y eut de la graine de criminel, mais c'est un sentiment puéril d'abord et bien français, d'être toujours sympathique à ceux qui représentent l'opposition, la rébellion et la fatale défaite. Le goût de l'enfant pour le voleur vient de son imagination et de son observation. N'est-il pas vis-à-vis du parent-gendarme une sorte de voleur en révolte et ne sait-il point à l'avance qu'il sera vaincu. Le moyen pour lui d'être le gendarme dans sa petite vie ? Aussi le métier impossible le dégoûte, il préfère carrément être le voleur. Mais que nous voilà loin de *l'être socialement dangereux* ! Ceux que l'on peut nommer « les faibles moralement » jouent au cambrioleur, à l'assassin et se laissent facilement aller à donner des coups de couteau pour de bon.

Le docteur Jacques Roubinovitch raconte qu'il connut de ces êtres qui blessèrent ainsi grièvement leur sœur ou leur camarade. Il a constaté l'inefficacité des punitions ou des réprimandes. L'un de ces enfants corrigé par son père, resta impas-

sible, tel le jeune spartiate, sous les coups ; puis demeuré seul, il s'administre soigneusement — oh ! l'esprit de méthode ! — une admirable et progressive raclée, de façon à s'endurcir totalement contre les corrections paternelles de l'avenir.

Tant que dure le temps de l'éducation à la maison ou au collège, parents et maîtres successifs patientent et luttent plus ou moins brutalement, mais avec le succès qui vient de leur force supérieure. Puis vient l'inévitable entrée dans la vie : c'est du domaine familial, le passage dans le domaine social. Et c'est le conflit qui va commencer avec l'ordre social sous des formes diverses ou successives, mais fatales : vagabondage, vol, attaque à main armée, cambriolage, tentative de meurtre... que sais-je encore ce qui n'est pas réservé à la honte de ces pauvres familles.

Je trouve dans une coupure de journal, le passage suivant qui illustre tristement cette catégorie d'*êtres socialement dangereux* : Le procès tout récent de deux « gentlemen apaches » jugés et condamnés par la cour d'assises du Nord, après une expertise mentale longue et laborieuse, démontre à quelles lamentables conséquences aboutissent trop souvent ces infractions. Voilà deux jeunes hommes, élèves d'une école d'hydrographie, appartenant à des milieux considérés comme très distingués, dans lesquels la vie largement aisée leur a offert toutes les facilités pour évoluer presque automatiquement vers des situations sociales honorables et sûres. Tous les deux sont doués d'une intelligence normale et ont fait l'un dans des lycées, l'autre dans des écoles libres, des débuts scolaires très convenables... Et voilà que contrairement à toute logique apparente l'un d'eux, à peine sorti des bras de sa nourrice est déjà intraitable, malfaisant, réfractaire

à toute discipline . . . Dès qu'il sait tenir un crayon il éprouve le besoin de couvrir les murs, les cahiers et les livres, de dessins grossiers représentant des attaques nocturnes ou des scènes macabres se déroulant à la lueur des réverbères. Le même qui habite une confortable demeure chez ses parents préfère, dès l'âge de neuf ans, s'en aller le long des routes, comme un misérable vagabond, et vendre quelque part, sur une place publique, de menus objets frauduleusement emportés de chez lui, pour se procurer un peu de pain sec. Depuis il n'est attiré toujours et partout que par l'ignoble et le crapuleux . . . Et son complice est taillé sur le même patron : à vingt-deux ans, il a déjà tout un passé de perversité, de paresse, de mensonge et d'hypocrisie . . .

La raison de tout cela. Qui la sait ? Disons qu'à notre avis cela provient d'une absence totale de sens moral, d'une perversion innée, congénitale, ainsi que disent les médecins. Chez eux le besoin de mal faire est encore plus irrésistible que celui de la morphine chez les morphinomanes. Or, on considère ceux-ci comme des malades. On les soigne. On les sèvre et on les met à l'abri de la tentation. Ainsi ne devrait-on pas faire pour ceux-ci ? Ce sont là matières délicates : tant de problèmes s'y mêlent : ordre social, ordre familial, liberté individuelle . . . Tant de sciences s'y joignent : droit, criminologie, médecine, psychiatrie . . . Aussi bien n'indiquons que provisoirement une solution, c'est dans nos conclusions seulement que nous tâcherons de trouver le point juste qui sauvegarde la société et ne blesse pas la liberté. Pour ceux-ci, ce sont à la fois des *êtres socialement dangereux* depuis toujours et, suivant un mot qui nous revient à la mémoire, de véritables imbéciles du sens moral.

La société, nous ne saurions assez le répéter, a le droit

absolu de se défendre, mais elle a le devoir aussi absolu de se pencher vers ses ennemis pour les examiner impartialement à la loupe. Elle verra en eux des faibles moralement, peut-être utilisables, peut-être guérissables ou tout au moins améliorables. Elle doit créer pour eux ces maisons intermédiaires entre celles d'aliénés et les prisons, de véritables cliniques sociales : *les Asiles de sûreté*.

Ceci fait, jamais elle ne devra leur rendre totalement, sauf rarissimes exceptions, leur pleine liberté. Pour les meilleurs d'entre ces faibles moralement et pour ceux dont l'énergie et la santé sont réelles, je vois un débouché glorieux. Oui, glorieux. De même qu'il y a une légion étrangère, où sont les faibles du sens national, pourquoi ne créerait-on pas une légion nationale des faibles du sens moral. Sous d'autres climats, bien encadrés, ils feraient peut-être des merveilles. Chi lo sa ?

II. — LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX PAR SUITE DE LEURS ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

Les Récidivistes

Que la criminalité s'accroisse et surtout se rajeunisse si l'on peut dire, cela est un fait, unanimement adopté. Il y a parmi les criminels, une catégorie d'*êtres socialement dangereux*, celle dont Quéletet disait : « Ce sont toujours les mêmes individus qui commettent toujours les mêmes crimes. » Je veux parler des récidivistes. La récidive est l'état d'un individu qui après avoir été condamné par un jugement des tribunaux français, ayant acquis l'autorité de la chose jugée, commet une nouvelle infraction pour laquelle il encourt une peine nouvelle. La récidive dénote chez le coupable une tendance effective à rechuter. Elle montre, chez le délinquant, une persistance dans la volonté d'enfreindre la loi pénale. Le criminel qui s'est fait condamner une première fois et qui reparait de nouveau devant les tribunaux répressifs, encourt justement une aggravation de la peine qui le frapperait s'il n'en était qu'à son premier délit. Il devient un véritable malfaiteur d'habitude et de ce fait, un être éminemment dangereux, s'il a commis une infraction grave après une première condamnation sévère ou bien une série d'infractions commises après des condamnations successives.

Si le délinquant primaire, le criminel occasionnel a droit à une certaine indulgence de la part de la société, le récidiviste,

surtout qui a le caractère d'habitude doit-être traité avec la plus grande sévérité.

C'est pourquoi à mesure que la récidive faisait des progrès effrayants, des lois successives sont venues compléter et aggraver les articles 56 et suivants du Code pénal. La loi de 1863, puis la loi du 26 mars 1891^r ont organisé d'une façon complète le système juridique de la récidive. Les conditions générales de la récidive du Code pénal consistaient : en une condamnation antérieure et en une infraction postérieure à cette condamnation. On peut supposer quatre combinaisons possibles dans la récidive : récidive de crime sur crime ou mieux de peine criminelle à peine criminelle. Récidive de délit sur délit ou mieux de peine criminelle à peine correctionnelle. Récidive de crime sur délit ou mieux de peine correctionnelle à peine criminelle. Et enfin, récidive de délit sur délit ou mieux de peine correctionnelle à peine correctionnelle.

La récidive criminelle n'a pas été modifiée, mais la loi de 1891 a modifié après la loi de 1863 le système de la récidive correctionnelle. Toutes ces modifications en complétant notre système répressif n'a point empêché le progrès de la criminalité et du nombre des récidivistes. La loi du 27 mai 1885 avait organisée la relégation comme peine accessoire des récidivistes. La nationalité du condamné n'influe en rien sur l'application de cette loi, L'âge du condamné limite par contre le champ d'application de cette loi. Le récidiviste qui a plus de soixante ans à l'expiration de la peine qui entraînerait la relégation et celui qui serait mineur de 21 ans, à l'expiration de sa peine ne pourront être relégués.

La loi a voulu atteindre les récidivistes réputés incorrigibles. Il s'agit d'établir une présomption péremptoire, une pervers-

sité avérée et définitive, c'est pourquoi l'article 4 de la loi de 1885 s'exprime ainsi : Seront relégués les récidivistes qui dans quelque ordre que ce soit et dans l'intervalle de dix ans, non compris la durée de toute peine subie, auront encouru les condamnations énumérées aux paragraphes suivants. Dix ans, en effet, est une durée suffisante pour que la rechute, après l'écoulement de ce laps de temps, ne soit pas une circonstance aggravante pour le délinquant. En organisant la relégation, la loi a voulu atteindre trois grandes catégories de délinquants :

1° Les grands criminels, catégorie dont la qualité, si j'ose dire exclue la quantité. En effet, les forçats après leur libération sont obligés à la résidence dans les colonies ;

2° Les récidivistes de délits à délits. Ceux-là sont d'après la loi même des professionnels et somme toute des incorrigibles, sûrement des êtres anti-sociaux ;

3° Les vagabonds et les mendiants.

Cependant, les récidivistes ont encombré nos prétoires et nos prisons, ainsi que nous allons le voir par les chiffres qui suivent. Ces chiffres contiennent en eux-mêmes un enseignement. De voir tant de récidivistes, ne peut-on pas conclure à l'avance qu'il y a parmi eux un grand nombre *d'êtres socialement dangereux*.

De 1901 à 1910, les Cours d'assises ont condamné contradictoirement 21,169 accusés, dont 12,543 avaient déjà été frappés par la justice : soit 59 %. Ceux-ci se distribuent ainsi par année, de telle façon que la moyenne annuelle de 1901 à 1905 est de 1,268 récidivistes, parmi lesquels on ne comptait que 53 femmes et pour la période de 1906-1910, de 1,241 récidivistes, se répartissant ainsi, eu égard aux peines qu'ils avaient antérieurement subies, travaux forcés 10 (1 %),

réclusion 35 (2 %), plus d'un an d'emprisonnement 340 (27 %), un au moins de la même peine 767 (62 %) et amenés seulement 89 (8 %).

Si l'on considère sans les commenter les chiffres que nous donne la statistique pour les prévenus récidivistes, on commettrait une erreur en croyant à une véritable baisse de la récidive. Il est certain que quelque différence qu'il y ait entre les statistiques, ce fléchissement de la catégorie des prévenus récidivistes est indiqué par toutes : En 1894, le nombre des prévenus récidivistes était de 104,644, il tombe en 1900 à 84.733. Remarquons : 1° Que nous ignorons combien de récidivistes figurent parmi les malfaiteurs qui n'ont pu être découverts; 2° Qu'un certain nombre de récidivistes dangereux a été éliminé par le fonctionnement de la relégation; 3° Que depuis 1895, dix amnisties ont transformé des récidivistes en condamnés primaires; 4° Qu'enfin une période de fléchissement avait immédiatement suivi la mise en vigueur de la loi de sursis.

Un mouvement de hausse ramena en 1905 le chiffre des prévenus récidivistes au taux de celui de 1899, soit : 88,000. A partir de 1905, la courbe de la récidive accusa une nouvelle baisse, mais il y a lieu de considérer que à cette époque des lois d'amnistie ont été votées en matière de pêche, de chasse, de forêt, de douane, de presse, d'outrages, de faits de grèves, etc., etc., qui ont eu pour effet d'arrêter des milliers de poursuites et pour un très grand nombre de condamnés, de faire disparaître des casiers judiciaires toute trace d'antécédents judiciaires. C'est ce qui explique le brusque abaissement du chiffre de 1906 et la persistance de ce mouvement descendant au cours des quatre années qui ont suivi. Il serait donc très naturel de voir dans ce résultat la preuve d'une amélioration.

De plus, cet abaissement du chiffre des récidivistes dû en grande partie aux amnisties, n'abaisse en rien le contingent des récidivistes dangereux et des malfaiteurs d'habitude.

J'extraits du « *Compte général de l'Administration criminelle* pendant l'année 1909 pour la France, l'Algérie et la Tunisie », les chiffres suivants pour les affaires jugées par les Assises en 1909. Celles-ci sont au nombre de 2,185. Le nombre des accusés en récidive est de 1,179, soit 55 % environ.

Il faut indiquer aussi la progression des sursis. Les sursis donnent une moyenne en 1892 de 12 (7 %), en 1906 de 33 (3 %) et en 1909 de 30 (2 %). Le conseiller Moural, en indiquant combien l'on avait mal compris la loi du 26 mars 1891, indique qu'il y a eu une moyenne de révocation de sursis de 20 (77 %).

Voyons maintenant par les chiffres de la relégation, combien de récidivistes ont débarrassé notre territoire. Il y a eu en 1908, 490 relégués sur 117.706 condamnés et en 1909, 414 relégués sur 115.891 condamnés. J'emprunte ces chiffres à la *Revue pénitentiaire*, année 1911, page 933 ; ceci dit, parce que toutes les statistiques ne donnent pas les mêmes chiffres.

La moyenne annuelle des condamnés à la relégation a été de :

	Pour 100.000 habitants,	Pour 100 condamnés.
1888-1890.....	3, 7	1, 0
1891-1895.....	2, 2	0, 6
1896-1900.....	1, 9	0, 5
1901-1905.....	1, 3	0, 4

Quelles conclusions tirer de tous ces chiffres ?

C'est que les récidivistes échappent à une répression rationnelle, effective. Combien de délinquants primaires qui ne seraient point redevenus récidivistes et qui étaient plus rares si la loi mettait à la disposition des juges des moyens de défense et de préservation sociale plus réels... Si la loi du 26 mars 1891 était mieux comprise. Cette loi n'apparaît à tous, même aux magistrats, que comme une loi d'atténuation et de douceur. Or, c'est aussi et au même titre une loi d'aggravation de peines. Et puis, combien n'a-t-on pas abusé des sursis, qu'il a fallu révoquer d'ailleurs. Et puis les amnisties dont M. le Procureur général Loubat disait qu'elles devenaient une habitude et un danger? En effet, jusqu'en 1881 on réservait l'amnistie aux délits de presse et aux faits insurrectionnels de 1871, mais de 1904 à 1909, il y en eut une par an et 1905 en vit deux.

La nécessité de réformes s'impose. Au moins, faudrait-il exécuter les prescriptions que rappelait le 2 mai 1912, à son Parquet, M. le Procureur général Loubat : « Je vous invite 1° à réclamer de la façon la plus pressante, des peines impitoyables contre les récidivistes et à vous opposer à l'admission des circonstances atténuantes en leur faveur ; 2° à requérir la relégation par des conclusions écrites toutes les fois qu'elle est encourue, sans préjudice de vos énergiques conclusions verbales ; 3° à vous opposer avec fermeté à l'admission de la loi de sursis lorsqu'il ne s'agit pas d'un prévenu réellement digne d'intérêt, le sursis devant être l'exception et non la règle ».

Il est certain que les magistrats devraient avoir constamment devant les yeux les statistiques, celles-ci ne concordent pas toujours, c'est vrai, mais de leur contemplation ne peut-on pas extraire une vérité. Chaque prévenu ou tout au

moins beaucoup d'entre eux sont *personnellement* intéressants, beaucoup par la conscience et l'habileté de leurs avocats, semblent devoir mériter soit des circonstances atténuantes, soit la loi de sursis, soit d'éviter la relégation. Mais quand on examine les chiffres et qu'on voit que la criminalité va croissante, on se demande s'il ne faudrait pas d'une part appliquer plus durement la loi, d'autre part, mieux organiser la relégation ou tous autres moyens — que nous verrons en temps et lieu — d'élimination des *êtres socialement dangereux*. D'une part, il faut défendre la société et pour cela appliquer les lois déjà en vigueur, d'autre part, ne pourrait-on pas éviter pour beaucoup de délinquants primaires, la récidive en édictant à la fois, contre et pour eux des mesures de sûreté.

III. — LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX PAR LEUR MANIÈRE DE VIVRE

Les Vagabonds

Le sujet n'est pas neuf. Le 5 juillet 1722, une Déclaration du roi « enregistrée en parlement le 26 août audit an » était faite « contre les vagabonds, gens sans aveu et bannis ». Elle montrait les fluctuations par lesquelles passait déjà la répression du vagabondage. Louis XV, « de l'avis de notre cher et très-ami oncle le Duc d'Orléans, petit-fils de France, Régent », etc., rappelant que son prédécesseur « le feu Roi, notre très honoré seigneur et bisayeul » avait autorisé les cours et juges à ordonner « que les vagabonds, gens sans aveu et bannis seraient transportés dans nos colonies pour y servir comme engagés au défrichement et à la culture des terres, dans les cas où les ordonnances, édits et déclarations avaient prononcé la peine des galères contre lesdits vagabonds et bannis ». Le jeune roi ou plutôt le régent et son conseil révoquaient cette autorisation et enjoignaient dorénavant d'en revenir au système des galères. L'ordonnance ajoutait la défense expresse à ceux qui ayant purgé leur peine, seraient tentés de reprendre leur ancienne vie « de revenir en quelque lieu que ce puisse être, de se retirer en aucun cas, ni en aucun temps, dans notre bonne ville de Paris, faubourg et banlieue d'icelle, ni à la suite de notre Cour ».

En réalité, on avait besoin de galériens. C'est pourquoi on était revenu au « système de la presse ». On faisait ce que nous appelons des rafles.

Ainsi déjà le vagabondage avaient ses dangers et notre vieux droit s'occupait à défendre la société, par des moyens qui variaient contre les vagabonds. Ces moyens variaient d'autant plus qu'on en constatait leur inefficacité. C'est qu'en effet le vagabondage et la mendicité, celle-ci moins que celle-là sont à la base de toutes les plaies morales et sociales dont nous souffrons. Le vagabondage est en quelque sorte le stage de la criminalité, surtout de la criminalité juvénile et l'on sait que ces dernières années en ont vu l'extrême accroissement. Criminalité enfantine, bientôt juvénile ! Des mesures de défense et de sécurité sociale s'imposaient, dans la limite cependant de la justice et de la charité. Il y a en effet vagabonds et vagabonds, de même qu'il y a des mendiants qui ne peuvent guère que mendier. « Arrêter le mendiant, le vagabond pour le mettre en prison, disait Napoléon, serait barbare et absurde. Il ne faut l'arrêter que pour lui donner un métier et lui apprendre à gagner honnêtement sa vie par le travail ».

De ces idées s'est inspiré le projet Flandin, voté en première lecture au Sénat, dans la séance du 28 juin 1912. Ce projet attend une seconde délibération et son vote par la Chambre. Examinons succinctement cet excellent projet de loi. Son article premier n'innove rien en interdisant sur le territoire français le vagabondage et la mendicité. Son article 2 indique les moyens d'appréhension des vagabonds et mendiants, enfin nous arrivons aux nouvelles dispositions législatives définissant le vagabondage. Quels sont les éléments du vagabondage ? Ainsi que dans l'article 269 du Code pénal

nous reconnaissons tout d'abord trois éléments : 1° Absence de domicile certain ; 2° Absence de moyens de subsistance ; 3° Défaut de métier ou de profession. Le quatrième élément que les juristes trouvaient dans ce même article, était l'intention délictueuse. Aux termes de la future loi, cette intention délictueuse nous paraît formée de deux éléments : a) aptitude au travail ; b) non justification par le vagabond d'avoir fait le nécessaire pour se procurer du travail ou refuser le travail rémunéré qui lui était offert.

La sanction du délit de vagabondage sera de trois à six mois d'emprisonnement. Après trois condamnations encourues dans un intervalle de cinq années, le condamné à l'expiration de sa peine sera interné dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus. Les mineurs de 18 ans qui, ayant sans cause légitime quitté soit leur domicile naturel, soit celui que leur avait attribué l'autorité à laquelle ils étaient soumis ou confiés, seront considérés comme vagabonds. Mais ils échapperont à l'emprisonnement et seront, selon les circonstances, *sous le contrôle du Procureur de la République*, soit remis à leurs parents, soit confiés à une institution charitable, soit envoyés dans une école de réforme ou de préservation, ou dans une colonie pénitentiaire ou correctionnelle, pour y être élevés et retenus jusqu'à l'âge de 21 ans. A moins qu'avant cet âge, ils n'aient été admis à contracter un engagement régulier dans l'armée ou la flotte.

Des dispositions analogues définissent, frappent les mendiants et mettent la société à l'abri du danger qu'ils constituent, pour une durée de un à cinq ans. Il sera créé dans tous les départements des établissements d'assistance par le travail.

Ce serait une excellente loi, loi de prévoyance et d'éduca-

tion sociale. Elle tacherait de tarir dans sa source ces *êtres socialement dangereux*, au moins à l'état embryonnaire que sont les vagabonds. Ensuite, elle chercherait à frapper dans ce qui est l'essence même de leur danger social, les vagabonds : à savoir leur goût de la vie errante et d'oisiveté perpétuelle. Mais si elle songe à défendre la société, elle songe également à la rééducation morale des vagabonds. C'est pourquoi elle crée des sortes d'*Asiles de sûreté*. Ce sera là une tentative, la première que je sache, dans notre Code et combien intéressante !

La colonie de travail existe presque partout en Europe, sauf chez nous. Elle est organisée en Amérique. En Belgique, à Merxplas, près d'Anvers, il existe une colonie de travail qui est une véritable cité industrielle de 6,000 vagabonds. Tout est l'œuvre des vagabonds dans cette sorte de ville. Ce sont eux qui ont construit les bâtiments à l'aide de matériaux fabriqués par eux ou qu'ils ont extraits du sol. Il y a à Merxplas une série de constructions, d'ateliers en pleine activité. Tous les corps de métiers y sont représentés.

Voilà qui est loin de nos ateliers nationaux de 1848 ! Aussi bien, c'est là tout le secret de la prospérité de la colonie, il consiste à grouper tous les ouvriers de profession similaire et à les faire travailler sous la direction de contremaîtres. Mais dira-t-on, cela est fort beau et je suis contribuable. A quand de nouvelles impositions ? Contribuables, tranquillisez-vous, c'est encore une économie que vous ferez. Je me souviens d'avoir lu ces paroles d'un Suédois à qui l'on demandait, si les écoles de préservation et de rééducation, n'entraînaient pas de bien lourdes charges pour le budget de son pays : « Oui, c'est coûteux, mais pas cher (1). Nous

(1) Voir *Journal officiel*. Sénat, séance du 23 juin 1912.

autres Suédois, nous ne sommes pas assez riches pour laisser l'enfant grandir dans le vice et la débauche et devenir un sujet de danger pour la société en même temps qu'un sujet de honte pour lui-même. »

— « Ainsi devrez-vous raisonner pour ces colonies de travail, contribuables français. Sachez que les frais de premier établissement de la colonie de Merxplas se sont élevés à 600.000 francs. Cette somme est depuis longtemps amortie et chaque année, le budget se solde par de très notables excédents de recettes, car la colonie ne consomme rien qu'elle ne produise. En Hollande, à Veenhuisen, une colonie constituée par un domaine de trois mille hectares existe, conquis sur les tourbières par la main-d'œuvre de vagabonds. Autour le pays est une véritable terre de désolation. Croirait-on que dans cette même colonie de travail de Veenhuisen, à côté des établissements agricoles, sont des ateliers industriels, où l'on va même jusqu'à fabriquer les chaudières des cuirassés de la marine hollandaise ! La colonie de travail fonctionne *avec le même succès* en Allemagne, en Suisse, en Suède, aux Etats-Unis.

Un exemple typique pour finir : après la guerre dite des Duchés, où le royaume de Danemark perdit le Schleswig et le Holstein, la vaillante petite nation, narguant la force brutale, reconquit en quelque sorte les pays dont on l'avait spoliée. Une étendue de territoire égale à celle des deux duchés existait en rivages incultes sur le bord de la mer. C'est aux vagabonds que fut donnée cette belle mission patriotique, de reconstituer en quelle sorte le territoire du royaume.

C'est par la main-d'œuvre des vagabonds que la société : « Aide-toi le ciel t'aidera » a transformé des tourbières en des

prairies d'une incroyable fertilité. On ne dira plus, au moins au point de vue social, qu'il y a quelque chose de pourri en Danemark !

Je rappelle que six cent mille francs ont été le coût de la colonie de Merxplas (6.000 vagabonds), les contribuables français payent chaque année pour l'entretien des vagabonds dans les prisons 2.400.000 francs. Et cela en pure perte, on ne saurait trop le redire.

C'est pourquoi nous concluons, pour ce qui a rapport aux vagabonds, à l'excellence de la création de ces colonies de travail. C'est là, nous le répétons, une des premières applications légales de cette solution que nous proposons à la fois contre et pour les *êtres socialement dangereux* : les asiles de sûreté.

Or ce projet de loi continue à attendre. Seules quelques-unes de ses dispositions ont été votées ; elles constituent la loi du 6 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades. Cette loi porte création de carnets anthropométriques et d'identité, quelque soit la nationalité du ressortissant. Enfin, elle tend à l'élimination des nomades du sol de France. C'est un commencement !

L'apache

Voilà bien une catégorie *d'êtres socialement dangereux*. Il est de tous les temps et de tous les pays. Ses ancêtres étaient bien connus des Vigiles de la Rome Impériale et il y a des siècles que ses arrières-grands-pères dévalisèrent les passants attardés dans les rues obscures du vieux Paris. Toutes les capitales possèdent ce genre tout spécial de criminels. Londres a ses « hooligans », Saint-Pétersbourg ses « hoologones », Rome héberge les « teppisti », Naples les « camoristes ». New-York, Buenos-Ayres possèdent des quartiers entiers où la vie humaine est moins précieuse qu'au milieu des peuplades les moins civilisées. Les apaches vivent surtout, et même exclusivement dans les villes, c'est donc à propos d'eux qu'on pourrait parler d'une sorte de « complicité sociale », dans leur constitution. Ce sont donc des résidus sociaux, d'autant plus nombreux que le milieu dans lequel ils vivent, est plus civilisé. Ils constituent essentiellement une collectivité d'un ordre inférieur, vivant au milieu et aux dépens d'une population d'une mentalité plus civilisée.

Résidus sociaux, les apaches se recrutent partout : honnêtes gens dévoyés, intellectuels roulés au ruisseau, bandits intelligents et surtout êtres dégénérés, produits regressifs de l'activité humaine, êtres éminemment anti-sociaux.

Il est aussi difficile de suivre l'évolution de celui qui deviendra un apache que d'étudier l'évolution d'un microbe à peine connu. Car l'apache est un microbe social.

Enfants moralement abandonnés, plus abandonnés même que ceux qui sont recueillis par l'Assistance publique, ou bien, enfants en qui se reconnaissent les caractères du cri-

minel-né, entraînés par les mauvaises connaissances, les spectacles démoralisants, telles sont les graines d'apaches.

Que si les œuvres de patronage privées ou l'Assistance publique s'occupent d'un certain nombre d'entre eux, de ces êtres bientôt dangereux s'élèveront cependant quelques caractères bien doués et qui deviendront aussi intéressants pour la société qu'ils auraient pu être fatals. Quoi qu'il en soit, et que l'on veuille ou non distinguer entre l'apache-né ou le futur apache, ils existent, et c'est contre eux que la société doit lutter en tâchant d'en diminuer le nombre et d'en éliminer la plus grande partie des résidus.

C'est aux approches de la puberté, cette grande crise de l'adolescence, que se dessinent les goûts criminels du futur apache. Dès l'âge de huit à dix ans, il a formé avec ses petits camarades des bandes de jeunes chenapans prêts à tous les mauvais coups. Puis l'âge avançant, ils se rencontrent avec leurs aînés, les admirent et veulent les imiter. On apprend ou on continue à ne rien faire et on exploite dans la mesure de son art, le faible et bientôt la femme. A quinze ans, dans ce bouillon de culture qu'est Paris, ou les grandes agglomérations urbaines, notre microbe anti-social arrive à son plein épanouissement. Cela dure quelquefois toute la vie plus ou moins longue, mais généralement le véritable apache dure dix ou quinze ans. Après il se transforme en véritable bandit, cambrioleur ou assassin, mais il est rare que passé trente ans l'apache s'en tienne à la piraterie de la rue. Et puis il lui aura fallu échapper aux sentences répétées de la justice, et par conséquent éviter la relégation.

Le portrait physique de l'apache a été fait bien souvent. Peut-être est-ce là chose bien vaine? Cependant pour nous conformer à la tradition et parce que ce n'est que dans cette

classe criminelle que l'on peut le faire, disons quelques mots du physique du véritable apache. En général, c'est un dégénéré. Cela ne veut pas dire qu'il soit un demi-fou, ou un faible moralement, ou un malade. Il y a parmi la population honnête des grandes villes, beaucoup de dégénérés. L'apache est un dégénéré qui devient criminel. Pâle, blême, les cheveux coupés très ras sur la nuque, très longs sur le crâne et formant devant ce que l'on appelle si drôlement des accroche-cœurs, les yeux inquiétants, les lèvres trop rouges, et avec une absence caractéristique de rides, voilà l'apache quant à sa physionomie. Cette absence de rides fait rêver. Eh oui ! les rides ne sont-elles pas dans la figure humaine le résumé parfois charmant, souvent cruel de la vie. Il était juste que l'apache n'eut point de poésie sur la figure. Il a souvent des marques de coups de couteaux. Il a aussi tous les stigmates de l'alcoolisme, des maladies vénériennes. Il n'est pas bel homme. Sa taille est généralement petite, ses membres grêles et bien souvent ses mains sont quasi féminines dans leur manque de puissance.

Comme toutes les vérités que l'on cherche à dégager, ce portrait est loin d'être absolument vrai. Je veux dire qu'il y a des apaches qui ressemblent à des honnêtes gens, comme il y a des honnêtes gens qui ressemblent à des apaches.

En effet, il y a des apaches qui sont fort bien bâtis, qui sont remarquablement faits, il y a des apaches dont la figure exprime la puissance, puissance il est vrai qui doit s'appeler brutalité. Ceux-ci sont fort connus à Paris notamment, et beaucoup d'entre eux, à leurs moments perdus — moments gagnés pour la société — servent de modèles aux peintres. Ceux-là, dans l'argot spécial qui est leur langage, sont surnommés des « terreurs ». Chefs de bandes ou isolés, ce sont

eux qui exécutent les mauvais coups. Mais en général, il faut bien le reconnaître, les bandes d'apaches sont la réunion d'êtres d'une faiblesse physique frappante, d'un manque d'endurance incroyable, et ayant une facilité invraisemblable à contracter toutes les maladies. J'ai dit d'une faiblesse physique frappante; ce n'est pas à dire qu'ils n'aient pas au besoin assez de vigueur physique pour se livrer aux crimes qui illustrent tragiquement leur existence.

C'est pourquoi, nous estimons qu'un portrait physique de l'apache, comme tout portrait physique en général d'un criminel, est insuffisant et improbant. Quel est donc le portrait moral de l'apache?

Au premier chef, c'est un improductif. Et c'est un consommateur. La raison d'être de ce danger se peut donc résumer en une formule économique. C'est un poids mort dans l'économie sociale : l'apache est un parasite. Il lui faut le travail d'autrui, il lui faut trouver sa nourriture, son logement, son habillement, où il met, à défaut de faux-col, une certaine coquetterie, il lui faut des plaisirs abondants, faciles et tout cela il le lui faut gratuitement.

L'apache est extrêmement orgueilleux. A tel point que sa vanité passe en lui le souci de sa sécurité. Il veut être à tout prix remarqué. Cynique, implacable, cruel au gré de sa fantaisie, incurablement paresseux, vantard et fanfaron, l'apache doit cependant pourvoir aux besoins de son existence. Il volera ou pillera. Mais surtout, il exploitera la prostitution, et c'est à la femme qu'il demandera les éléments matériels de sa vie. Pour cela, petit à petit la vie humaine lui apparaîtra comme peu de chose, la vie des autres, s'entend ! Et il se livrera à toutes les exactions, sur les malheureuses prostituées qui tomberont entre ses mains.

Je n'ai pas besoin de prouver que l'apache est un *être socialement dangereux*.

Tous ceux qui vivent dans les grandes agglomérations urbaines le connaissent, sinon pour en avoir été la victime, au moins de vue.

Quels sont les moyens dont la société dispose actuellement pour se défendre contre eux ? Ces moyens sont-ils suffisants, voilà ce qui nous reste à examiner.

Actuellement, la société ne peut appréhender les criminels qu'après le déclic d'un délit. Une seule exception semble exister et cela à l'encontre des êtres en état de « vagabondage spécial ». C'est par ce moyen, et ce seul moyen, qu'actuellement la justice peut mettre la société à l'abri du danger permanent que les apaches constituent pour elle, que peuvent être appréhendés, avant d'avoir exécuté un mauvais coup, les apaches.

Cette assimilation de l'apache au vagabond n'est ni exacte complètement, ni efficace. En effet, l'apache est bien sans travail, ni profession, mais il a un domicile et presque toujours de l'argent sur lui. Que ses ressources soient inavouables, c'est une vérité, mais le moyen de le prouver ? Sans compter qu'après les juristes, ce sont les apaches qui connaissent le mieux le Code pénal. Il leur est extrêmement facile de se pourvoir de certificats de travail vrais ou faux, mais suffisants en général à écarter l'inculpation de vagabondage. Il faudra donc attendre qu'il ait commis un délit : vol, coups et blessures allant facilement jusqu'au meurtre, outrages aux mœurs, rébellions ou injures aux agents.

Pour cela, les textes ne manquent pas et puisque la société est armée pour lutter dans ces espèces contre les apaches, il

n'entre pas dans le cadre de notre étude d'examiner la question plus longuement. Donc, que l'apache passe en Cour d'assises, — où son attitude reproduira exactement tout ce que nous avons dit de lui en essayant de le décrire — ou que par suite de la nature de son délit, ou de la propension de la part des Parquets de correctionnaliser une affaire, il passe devant les juges correctionnels, il sera puni, suivant l'esprit de l'époque, de peine maximum ou minimum prévue par le Code pénal. Il s'en tirera avec quelques mois ou quelques années de prison et il reviendra dans sa bonne ville exercer son métier, ses talents et ses vengeances. Je sais bien qu'il sera parfois exécuté, mais le cas est rare ; qu'il ira au bagne, mais on en revient parfois, souvent même ; qu'il aura subi, soit le régime des travaux forcés, soit celui de la relégation, mais au sortir, légal ou non, de la prison, quelle qu'elle soit, il reviendra et constituera un danger permanent et d'un caractère d'autant plus aigu qu'il aura subi une peine privative de liberté. D'autant plus dangereux, qu'il aura pu pendant sa détention se perfectionner et arriver aux extrêmes limites de l'éducation anti-sociale.

Alors qu'a-t-on proposé ? Le fouet. Ou tous autres châtimens corporels, mais particulièrement le fouet, celui-ci semblant le moins périlleux pour la santé et devant donner le plus de résultats. La flagellation réalise au maximum le caractère d'intimidation reconnu aux châtimens corporels. Son effet spécial d'humiliation et la douleur sans danger qu'elle engendre, l'exemple du résultat qu'a eu son essai à Londres, tout cela peut engager à l'admettre dans notre arsenal de peines. Je ne prendrai pas autrement partie dans la question.

Ce que l'on peut souhaiter c'est qu'un apache, mis à l'abri par la société ne puisse jamais revenir par elle, qu'on l'inculpe de vagabondage spécial, de vagabondage ou d'un délit quelconque, la nature même de ses habitudes de vie, devra être considérée comme une circonstance aggravante d'une telle force qu'elle entraîne pour l'apache condamné la relégation, si je puis dire, à *perpétuité*.

Les Alcooliques. — Les Souteneurs

Les uns comme les autres rentrent à différents titres dans une des catégories déjà étudiées. Les alcooliques sont des fous, des demi-fous, des toxicomanes ; les souteneurs qui par leur habitude de vivre, se mettent dans le cas du délit de vagabondage spécial, sont des apaches, des vagabonds ou des récidivistes : bien souvent des criminels incorrigibles. Les premiers, par l'abus même de leurs passions, arrivent à être des criminels ; les seconds, l'âge passant, ne pouvant plus vivre des produits de la prostitution d'autrui, se livrent à l'assassinat, au cambriolage, au vol, etc.

Les Alcooliques

Que l'alcoolisme soit un danger social, personne n'y contredit. C'est le père des maladies et des crimes. C'est le grand, l'unique fléau, celui contre lequel tous les efforts doivent être tentés. Je sais bien que Renan écrivait un jour : « Les sociétés de tempérance reposent sur d'excellentes intentions, mais sur un malentendu. Au lieu de supprimer l'ivresse pour ceux qui en ont besoin, ne vaudrait-il pas mieux de la rendre douce, aimable, accompagnée de sentiments moraux ? Il y a tant d'hommes pour lesquels l'ivresse est, après l'heure de l'amour, le moment où ils sont les meilleurs ». Qui n'a pas subi le charme de cet homme me jette la première pierre. Mais on peut admirer l'inimitable écrivain, sans le croire... surtout quand il parle de morale sociale.

L'alcoolisme a une influence désastreuse sur l'organisme

humain comme sur l'organisme social : il débilité, il surexcite, il contamine. La société actuelle lui doit le gros du contingent d'aliénés, de tuberculeux, de déchets qui l'entravent dans sa marche vers le progrès en dilapidant ses ressources. La suralcoolisation se manifeste, dit le docteur Lagriffe, médecin de l'asile de Quimper, par un accroissement de la criminalité et par une augmentation progressive du nombre des aliénés. La suralcoolisation ! un chiffre en passant : *en 1911 on a bu en France 174,984 hectolitres d'alcool absolu de plus qu'en 1910.* Quelle quantité formidable d'apéritifs, d'absinthe et de petits verres ! On peut dire que sur 1.000 malades reçus dans un asile, plus du tiers présentent au moment de leur entrée, des accidents d'alcoolisme acquis. Le nombre des idiots, des crétins, des dégénérés, des tuberculeux, des rachitiques, des aliénés, des criminels, augmente en raison directe de celui des alcooliques. Un alcoolique perd bien vite ses sentiments d'honnêteté et de maîtrise de soi-même. Dans la lutte pour la vie, l'alcoolique perd son contrôle. Oui, dira-t-on, mais il rapporte de l'argent à l'Etat. Voilà bien l'infamie. Voilà bien la stupidité. Ce calcul est bas, ce calcul est vil et niais. Que l'on impose le tabac, je n'y vois point d'inconvénient. Que l'on impose l'alcool, je n'en vois point non plus, mais j'y veux voir une différence dans le but. L'Etat doit imposer l'alcool pour le proscrire et non pas pour l'exploiter. La marche croissante de l'alcoolisme va de pair avec celle de la criminalité et de même que la criminalité des adolescents augmente de même leur intoxication par l'alcool s'accroît. Si encore l'alcoolisme n'était qu'un agent de criminalité momentané, temporaire... Mais il infecte plusieurs générations, jusqu'à ce que le petit-fils de l'alcoolique soit un tel déchet social, qu'il devienne impropre à la

reproduction. Avec la consommation toujours plus grande des liqueurs alcooliques, notamment de l'absinthe, et de la mauvaise qualité des alcools qui sont de véritables poisons, les cas de folie augmentent d'une façon effrayante. Que veut-on que ces fils des alcooliques qui ont échappé eux-mêmes à l'accomplissement d'actes délictueux, deviennent, sinon des criminels et des tarés.

Donc, l'alcoolisme est un danger social et les alcooliques sont des *êtres socialement dangereux*. Il y a contre l'alcoolisme toute une série de mesures à prendre. Ce n'est point ici la place de les indiquer. Les législateurs s'honoreraient à discuter et à voter rapidement des mesures qui endiguent les progrès de l'alcoolisme : limitation des débits de boissons, augmentation des charges qui pèsent sur le commerce et la vente en gros ou en détail des boissons alcooliques, interdiction de tous alcools frelatés ou de qualités inférieures, enfin, interdiction de l'absinthe. On l'a bien fait en Suisse et en Norvège. La Norvège est un exemple consolant de ce que peuvent faire en peu de temps les efforts combinés de tous les véritables patriotes d'un pays. Car c'est vraiment une question de patriotisme. Je n'ai pas qualité pour dire dans quelle part, l'alcoolisme est une cause de l'abaissement de notre natalité. (1) En tous cas, la postérité des alcooliques montre

(1) Il y a discussion pour savoir si l'alcoolisme est un facteur de la dépopulation. Il est certain que c'est un facteur — le plus important — de dégénérescence et d'abâtardissement de la race. Mais on a prétendu, non sans quelque raison, que les alcooliques sont de grands reproducteurs parce qu'aussi bien femmes qu'hommes, ils sont des impulsifs et ne pratiquent pas le néo-malthusianisme. Ce que l'on doit admettre, c'est qu'ils soient générateurs ou non, leur descendance ne dure qu'une génération et rarement les alcooliques ont des petits-fils.

jusqu'à quel point un vice tel que lui peut grever de lourdes charges une nation. Tous les médecins s'accordent à dire que la plupart des enfants d'un alcoolique sont des aliénés ou des tuberculeux.

C'est pourquoi, s'il faut admettre — comme l'a observé le docteur Daëer, médecin des prisons de Berlin — que 50 à 60 % des crimes sont commis sous l'influence d'intoxications alcooliques, ou que — ainsi que le rapporte le docteur Légrain — il y ait 60 à 75 % de récidivistes qui soient alcooliques, s'il faut admettre tout cela, la mise à l'abri des alcooliques serait une mesure de prophylaxie sociale. Lorsqu'un alcoolique aura commis un délit, il faudra pouvoir l'arrêter sur la pente du crime, dans son intérêt comme dans celui de ses concitoyens. C'est pourquoi nous demandons la création d'*asiles de buveurs*.

Les Souteneurs

Ceux-ci sont des *êtres socialement dangereux* par leur manière de vivre. L'article 4 de la loi du 27 mai 1885, complété par la loi du 3 avril 1903, punit d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs à mille francs, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, tout individu ayant fait le métier de souteneur. Sont considérés comme souteneurs, ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui sur la voie publique et en partagent sciemment les profits. Le bénéfice des circonstances atténuantes ne peut leur être appliqué. C'est une matière délicate; on aboutit à certaines méprises et à certains abus; ainsi ceux commis il y a cinq ans par la police des mœurs

et dénoncés avec éclat au Conseil municipal de Paris, le 21 mai 1903 par M. Turot.

La prostitution est, avec l'alcoolisme, la grande source de la criminalité et de la dégénérescence sociales. Elle n'est pas un délit et ne peut pas l'être. Un projet de loi sur la prostitution élaboré par une Commission de 70 Sénateurs, Députés, Conseillers d'Etat ou de la Cour de Cassation, etc., Préfets, Maires, Médecins, Publicistes, etc., et déposé le 7 décembre 1906, avait adopté à l'unanimité sur cette question la négative. Mais si la prostitution n'est pas un délit, elle est le centre même autour duquel convergent tous les délits.

Le souteneur commet le délit de vagabondage spécial. Ce n'est pour lui qu'un état transitoire. Le souteneur vieillit ; il ne pourra demander longtemps à la prostitution d'autrui les moyens de vivre. C'est ce en quoi, il est assimilable à l'apache. Du reste, il est souvent les deux. C'est alors que le souteneur demandera au vol ou au crime contre les personnes, les ressources dont il a besoin. Il tombera dans la catégorie des récidivistes.

Voilà le moment venu de l'intervention des mesures de défense sociale contre lui. Tout souteneur devrait être éliminé de la vie sociale, non seulement par l'interdiction de séjour, mais encore par son internement dans une maison de travail analogue à celle qui fonctionne si bien en Belgique, ou bien — ce qui serait un degré de pénalité plus fort — par son embrigadement dans des compagnies de colonisation au-delà des mers. Ainsi on éviterait aux souteneurs de venir grossir le contingent des récidivistes, ce qui est fatal et on l'empêcherait ainsi de succomber définitivement, peut-être même pourrait-on arriver à l'amendér.

IV. — SUR LA RESPONSABILITÉ

S'agit-il dans cette étude sur l'*être socialement dangereux* de philosopher à loisir à propos du fondement de la responsabilité. Nous en sommes dissuadés par deux raisons, la première, est la quasi-complète inutilité au point de vue pratique de ces discussions ; la seconde, est que la question est résumée et traitée, avec une concision désespérante pour qui vient après lui, par notre maître Garraud, dans son *Traité théorique et pratique de Droit pénal français* (3^{me} édition sous presse).

Y a-t-il lieu de se décider pour les partisans d'une responsabilité morale, pour ceux de la responsabilité sociale ou de choisir une troisième école admettant avec Kant que la liberté et la responsabilité sont des postulats de la loi morale et, par conséquent, sont des vérités certaines, dont nous sommes assurés par la raison pratique, mais inconnaissables au point de vue de la raison spéculative. La conséquence en serait la suivante : il y a deux responsabilités : la responsabilité subjective et la responsabilité objective. De la première nous savons que nous ne savons rien ! La seconde, nous avertissant du danger que l'exemple et la manière de vivre du délinquant peuvent faire courir à la société, doit être la seule dont nous devons tenir compte dans le jugement du délinquant.

Nous nous permettrons deux remarques. Notre vieux Code pénal a eu la sagesse d'éviter d'écrire le mot « Responsabi-

lité », il a simplement dit les cas qui l'excluent. Sa bonne langue bourgeoise, exempte de philosophie et de littérature emploie la formule un peu fruste, mais non équivoque du : *Il n'y a ni crime ni délit...* Quand ? Voilà : en cas d'absence de discernement, de démence et de contrainte, cf. C. P. Art. 66 et 64. Le Code prend comme homme-type celui qui n'est point trop jeune — discernement — celui qui n'est pas un cas pathologique — non dément — l'homme libre au point de vue psychologique — aucune contrainte.

Notre seconde remarque vise la contradiction que l'on pourrait voir souvent dans les termes que nous employons : coupables, êtres socialement dangereux, mesures à prendre contre eux. Au point de vue du droit criminel pur, un homme n'est coupable que lorsqu'il rentre dans les catégories de la loi. Mais ne peut-on pas croire qu'à côté du droit criminel, la *criminologie* a cherché à se constituer, elle qui n'est que l'expression des rapports existants entre sa grande sœur aînée et la Science Sociale. La criminologie serait une sorte de science positive, basée sur des expériences continuelles. Avec son aide, on arriverait à atteindre, sans les stigmatiser aussi violemment, ceux qui ont toutes les *apparences des criminels*, sans en avoir *strictement* les caractères légaux. On arriverait à défendre la société contre les *êtres socialement dangereux* et que, dans l'état actuel de notre législation, la société est obligée d'absoudre ou d'acquitter, *sans avoir contre eux de moyens défensifs véritables*.

Voilà simplement ce que détermine en nous l'examen passionnant mais stérile des questions de responsabilité. Que m'importe à moi que tel soit déclaré irresponsable pourvu

qu'il ne puisse plus me nuire. Un enfant peut déterminer un incendie avec une allumette. Je ne laisserai pas l'allumette à sa disposition avant qu'il n'ait l'âge de raison. Quand un être est redevenu enfant, je lui supprimerai sa liberté tant qu'il sera dangereux pour la société et pour lui. Oui, pour lui. L'enfant incendiaire inconscient brûlera peut-être le premier.

**Ceux qui peuvent rentrer à divers titres dans une
des trois catégories d'êtres socialement dangereux**

Les Demi-Fous

La Responsabilité atténuée

Nous en arrivons tout naturellement à l'étude de ceux dont la responsabilité peut paraître amoindrie, grevée en quelque sorte d'une hypothèque morale, psychique ou physique, Les demi-fous ! Constituent-ils une classe d'*êtres socialement dangereux* ? Ou bien chacun d'eux ne peut-il pas rentrer dans une des catégories déjà étudiées ? Par exemple, ce qu'on a appelé du nom barbare de dipsomane, n'est-il pas tout proche de l'alcoolique et n'est-ce point le même individu qu'on appellera tantôt d'un nom, tantôt de l'autre, suivant le point de vue auquel on se place. Ainsi peut-être des autres demi-fous. Quoiqu'il en soit, disons-en quelques mots, puisque aussi bien la question est particulièrement à l'ordre du jour.

Le Code ignore les demi-fous. Il ne connaît que l'homme normal ou le dément. On a cru avec les progrès de la science devoir créer entre l'un et l'autre de ces types, toute une série d'individus chez lesquels on doserait avec minutie et sûreté, la responsabilité. Ainsi est née la notion de la responsabilité atténuée, Elle n'a aucune vie légale. Elle est née d'une façon très curieuse : à propos de la peine de mort. Lorsqu'un crime particulièrement retentissant avait été commis, la figure de l'auteur apparaissant en pleine lumière devenait l'objet de discussions passionnées ; on discutait aussi bien dans les

sociétés savantes, dans les couloirs du Palais qu'au café du Commerce ou de la République, la question de savoir si véritablement un homme raisonnable pouvait avoir commis un tel crime. Un homme raisonnable ! le mot était lancé et on le fractionna bien vite en parlant de sa demi-responsabilité. Le juge pressé par sa conscience et aussi par l'opinion publique avait tendance à voir dans le criminel un taré, un défectueux, un pervers. Il ordonnait une expertise médicale. Que faisait le médecin ? Après avoir ouvert le Code, il se rendait compte que s'il concluait à la démence, il outrepasserait ses propres conclusions et entraverait la défense sociale. S'il concluait à l'état normal, malgré quelques tares observées, il savait que ce pourrait être la peine de mort et d'autre part son expertise ne respectait pas complètement ses observations.

C'est alors que naquit dans la langue médico-légale, les mots de « Responsabilité atténuée ou limitée ». Cette réponse n'était-elle pas elle-même à demi-raisonnable !

Du reste combien échapperaient aux qualificatifs de demi-fous ou si l'on préfère de demi-responsables ? Les grands génies ne sont-ils pas tous des dégénérés et quel est celui des Grands Hommes qui n'avait pas sa monomanie ou sa tare physiologique ? Seulement, savons-nous ce qu'est la dégénérescence ?...

Ils sont rares ceux qui par nos temps de vie fébrile ne sont pas personnellement névrosés ou ne le sont pas au moins par l'hérédité. J'ai lu quelque part cette proposition bizarre que la proportion est considérable de ceux qui sont faibles d'esprit ou épileptiques, qui deviennent fous ou qui descendent de famille où existe la folie, l'épilepsie ou quelque autre névrose ; et les affections dont ils meurent sont prin-

ciatement les affections tuberculeuses ou des maladies du système nerveux. Pour ceux-là, dit Maudsley, le crime est une sorte d'émonctoire par lequel s'écoulent leurs tendances malsaines ; ils deviendraient fous, s'ils n'étaient pas criminels, et c'est parce qu'ils sont criminels qu'ils ne deviennent pas fous.

Qu'a-t-on fait, dans la pratique, avec la notion de responsabilité atténuée ? Quand les experts concluent à la responsabilité atténuée d'un accusé, les magistrats sont extrêmement embarrassés, ne trouvant dans le Code aucun article non seulement qui en parle, mais qui puisse s'y rapporter. Alors, ou les magistrats passent outre aux conclusions du médecin légiste, ou bien ils déclarent le criminel irresponsable et l'acquittent en lui appliquant l'article 64, ou bien encore ils le condamnent à une très courte peine en lui appliquant l'article 463 sur les circonstances atténuantes. Piètres solutions ! La première semble démontrer l'inutilité de la médecine légale ; et la valeur des experts qu'il nous a été donné d'écouter ou de contredire, nous incite à penser que telle n'est jamais la portée de la solution adoptée par les juges. La seconde est illégale, la Cour de Cassation, par un arrêt du 11 avril 1908 (1), cassa un arrêt de la Cour de Nancy et a déclaré que l'article 64 ne peut pas être appliqué aux demi-fous à responsabilité atténuée. Elle a du reste, je le confesse, simplement cassé sans indiquer que l'on puisse appliquer en l'occurrence un quelconque des autres articles. Et même si, ne s'inclinant pas devant la Cour Suprême, les magistrats continuaient à élaborer une jurisprudence précédant la codification, dans les

(1) Cité in *Lettre au Garde des Sceaux*, par le Professeur Grasset.

circonstances actuelles, le résultat serait néfaste parce que :
1° le demi-fou est remis en liberté, ou fait un séjour extrêmement court dans un asile qui ne lui convient pas, puisque c'est un asile d'aliénés, 2° en tout état de cause il peut recommencer la série de ses forfaits. Dans la troisième solution, la responsabilité atténuée est considérée comme une circonstance atténuante. Le résultat en est une atténuation de la peine. Le Code danois (1847) et la loi italienne (1849) qui ont admis la responsabilité atténuée, aboutissent de même au système de la peine raccourcie.

Je crois donc pour ma part, avec M. le Professeur Garraud, qu'il y a lieu d'abandonner cette notion de responsabilité atténuée. Ne serait-il pas plus simple de demander aux médecins, dont le concours nous est si précieux pour l'administration d'une justice équitable, de répondre à cette seule question : Est-ce que le criminel dont vous avez à examiner l'état, est capable de comprendre le châtiment. Trois réponses peuvent être envisagées : 1° Le médecin dirait non d'une façon absolue, le résultat en serait l'internement du délinquant dans une maison d'aliénés, et ce pour la vie; 2° Le médecin dirait oui, sans autre restriction que d'avoir indiqué les tares physiologiques ou psychiques du criminel. Alors je me demande vraiment pourquoi l'on ne punirait pas sans aucune espèce d'atténuation, le coupable. Car la peine n'est pas seulement faite pour les criminels et contre eux, dit M. Garraud, mais elle est faite aussi pour satisfaire la conscience populaire. On oublie un peu trop, médecins, avocats et quelquefois jurés, que la peine n'est pas seulement destinée à frapper le coupable, mais à ramener le sentiment de l'ordre public dans la conscience de tous et que, par conséquent, il faut qu'elle satisfasse à cette idée générale de la conscience

publique; 3° Si les médecins déclarent que ce n'est ni un aliéné, ni un individu qui ne comprenne absolument pas la notion du gendarme et des coups de bâtons? Alors nous nous trouvons bon gré mal gré un peu revenus à cette question de la responsabilité atténuée que nous avons cru pouvoir éliminer par sa seule négation.

Posons autrement la question : Comment la société se défendra-t-elle contre les individus qui ne sont ni déments, ni normaux?

Le docteur Grasset, dans sa « lettre à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, pour demander la nomination d'une Commission de parlementaires, de juristes et de médecins chargée d'organiser la défense sociale (actuellement inexistante en France), contre les criminels à responsabilité atténuée », propose d'introduire dans la loi la notion de responsabilité, d'irresponsabilité et de responsabilité atténuée, en donnant à ces mots leur sens médical. Un individu sera irresponsable quand les médecins auront reconnu que ses neurones psychiques sont profondément malades. C'est un fou. La responsabilité d'un individu sera dite atténuée, quand les médecins reconnaissent que ces neurones psychiques ne sont pas normaux, fonctionnent anormalement : ce sont des demi-fous. Cette maladie des neurones psychiques est d'ailleurs susceptible de degrés. Resteront comme responsables, tous ceux qui ne rentrent dans aucune des deux catégories précédentes et dont les neurones psychiques fonctionnent normalement. Je n'ai pas qualité pour discuter l'opinion du savant professeur Grasset. Mais ce que je puis dire, c'est que mes neurones psychiques ne m'ont pas toujours satisfait et que je crains bien, pour ma part, d'être catalogué parmi les demi-fous. Au surplus, je l'admets sans humiliation.

Et pourtant je revendique hautement la portée de mes actes. Je me sens responsable. Il est certain qu'à divers moments donnés, ma conscience est plus ou moins forte; mais n'est-elle pas plus ou moins forte parce que je l'aurai voulu, ou que j'aurai laissé les circonstances extérieures prendre trop d'empire sur moi-même. Quoi qu'il en soit, devant la société, de l'organisation de laquelle je bénéficie, je suis nettement responsable. D'ailleurs, il y a eu d'éloquentes protestations, même dans le monde médical, contre le système de la responsabilité atténuée. Récemment, le docteur Gilbert Ballet a renouvelé devant la Cour d'assises du Nord ses déclarations faites en 1908 au Congrès de neurologie de Genève, où il avait repoussé hautement et contribué à faire repousser le système de la responsabilité atténuée.

Le Docteur Grasset propose encore qu'une fois le verdict de responsabilité atténuée, devenu légalement possible, prononcé, la loi devra rendre obligatoire l'internement du demi-responsable dans un asile spécial. Cela dès son premier méfait, la loi permettant de l'y retenir en traitement, non jusqu'à l'expiration d'une peine plus ou moins raccourcie, mais jusqu'à la guérison, et jusqu'à la guérison, non de la crise aiguë, mais de la maladie psychique elle-même, jusqu'à la guérison de la demi-folie, c'est-à-dire dans certains cas de demi-folie incurable, pendant toute la vie du criminel.

M. le Procureur général Loubat dans une article du *Temps* du 4 janvier 1913, a combattu victorieusement d'une part la « Responsabilité atténuée » et d'autre part quelques-uns des points de vue du Docteur Grasset. Pour M. Loubat il faut aux anormaux, aux demi-fous, de quelque nom qu'on les appelle, une peine sans amoindrissement. Puis, ensuite de la peine, un internement dans un asile quelconque, tel qu'il en existe

en Norvège depuis 1902, en Angleterre depuis 1908. « Ne prenons pas uniquement dans les lois étrangères ce qui est favorable aux criminels, demandons leur aussi ce qui aide à la défense sociale. »

Telles sont aussi nos conclusions et c'est à la suite de ce haut magistrat que nous demandons pour tous les *êtres socialement dangereux*, quel que soit l'état de leurs neurones, sauf le cas d'aliénation, qu'ils soient :

1^o Punis de la peine qu'ils méritent et qui doit leur être appliquée de par la loi ;

2^o Dirigés dans des asiles spéciaux qui soient à la fois pour la société un moyen de s'en débarrasser et pour eux un moyen de se guérir, s'ils le peuvent.

Ainsi nous nous trouvons amenés à étudier en terminant notre travail : les *asiles de sûreté*.

DEUXIÈME PARTIE

Autorités qualifiées pour déterminer l'état dangereux. — Procédure à suivre

Nous avons étudié les principaux types d'êtres socialement dangereux. J'admettrai donc après les maîtres de la science criminelle, sans autre discussion, l'existence d'un « état dangereux ». Il me restera donc à examiner quelles sont ou devront être les autorités qualifiées pour déterminer cet état et la procédure à suivre. Nous aurons donc à constater, soit les lacunes de notre législation, soit ce qui existe déjà, soit ce qui peut constituer des nouveautés dans les législations étrangères.

On peut concevoir différents systèmes :

PREMIER SYSTÈME. — *Détermination par les autorités chargées d'appliquer la loi, de l'état dangereux ; autorités qui sont :*

1. Soit les Juges ;
2. Soit l'Administration pénitentiaire.

DEUXIÈME SYSTÈME. — *Détermination de l'état dangereux par la loi.*

PREMIER SYSTÈME

Détermination de l'état dangereux par les autorités chargées d'appliquer la loi

Il semble tout naturel que l'état dangereux étant essentiellement quelque chose de subjectif, son appréciation soit réservée uniquement aux autorités chargées d'appliquer la loi. Ces autorités peuvent être de deux sortes :

1. Les Juges ; 2. L'administration pénitentiaire.

1^o LES JUGES.

C'est là le système préconisé par les Allemands. Le Code pénal doit se borner à organiser les mesures de sécurité que l'on doit prendre contre les *êtres socialement dangereux*. L'état dangereux de ces êtres est essentiellement subjectif. Il est impossible de le faire définir et déterminer par la loi. Le juge seul aura qualité pour apprécier subjectivement la « témibilité » d'un délinquant.

C'est une question d'espèce.

Législation comparée. — Ainsi en est-il en Norvège, en Angleterre et dans l'avant-projet du Code pénal autrichien,

La question de savoir si un délinquant est en état dangereux existe dans la législation de Norvège.

Le Code norvégien du 22 mai 1902 stipule dans son article 65 que : quand un criminel s'est rendu coupable de deux ou

plusieurs crimes consommés ou tentés, les juges peuvent demander au jury si, à raison de la nature des crimes, des mobiles qui les ont inspirés et des tendances qu'ils révèlent, l'auteur ne doit pas être considéré *comme particulièrement dangereux* — besonders gefährlich — pour la société entière ou pour la vie, la santé ou même le bien-être de quelques-uns. Si la réponse est affirmative, le condamné peut-être retenu en prison aussi longtemps que cela paraîtra nécessaire, au-delà du terme légal fixé, sans que cependant la détention supplémentaire puisse dépasser quinze années.

L'Angleterre vient d'adopter une réforme analogue. Le *Prevention of crime act* du 21 décembre 1908 contient une section intitulée *Detention of habitual criminals*. La Cour, si elle est d'avis qu'à raison des habitudes et du genre de vie criminelle du coupable, il est expédient pour la protection du public que ce coupable soit détenu pour une période plus longue d'années, peut ordonner qu'à la peine normale de la servitude pénale soit ajoutée une détention de 5 à 10 ans (article 10).

De même l'avant-projet du Code pénal autrichien datant de septembre 1909 contient un paragraphe 38 aux termes duquel : Celui qui a subi au moins deux peines criminelles dans les cas énumérés au présent article, et commet de nouveau l'un de ces faits dans les cinq ans de l'expiration de sa dernière peine, peut après sa nouvelle condamnation subir une détention supplémentaire de 3 ans au moins et de 10 ans au plus, si son crime le fait paraître *dangereux* et donne lieu de croire qu'il ne s'abstiendra pas d'actions punissables.

2. — L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

On pourrait même aller plus loin. Les magistrats qui jugent ne sont réellement compétents que pour savoir si le crime a été commis et si l'accusé en est l'auteur. Or les juges ne voient l'inculpé que pendant quelques minutes à l'audience. Ils ne peuvent se rendre compte de sa mentalité, de son degré d'endurcissement, s'il est incorrigible, ou s'il peut être corrigé, quelle peine sera capable de le faire. Faire prononcer sur l'état dangereux les juges, sera en quelque sorte de la justice mécanique, aveugle. Pour apprécier si le but d'amendement a été atteint, il faudra attendre l'exécution de la peine. C'est donc à celui qui fait exécuter cette peine, qui aura le temps d'observer le détenu, qui sera bien mieux placé que le magistrat pour l'étudier, pour apprécier si l'effet qu'elle a produit, que reviendra logiquement le pouvoir de dire, avec une quasi-certitude, si le délinquant est ou non dangereux et surtout s'il est amendé.

« Pourquoi ouvrir les portes de la prison à un détenu dont on est sûr qu'il y reviendra et qu'il ne profitera de sa liberté que pour commettre de nouveaux méfaits et faire de nouvelles victimes? » (1). Dès lors ne sera-ce pas l'Administration pénitentiaire la mieux qualifiée pour déterminer l'état dangereux et appliquer les mesures prévues par la loi.

Pourquoi ne permettrait-on pas à des commissions composées d'agents de l'Administration pénitentiaire et de toutes personnes compétentes, de retenir ces individus dangereux,

(1) Congrès de Bruxelles 1910. Rapport où M. le professeur Garçon n'expose cette théorie que pour la critiquer vivement. In. *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, 1910.

parce qu'aussi bien eux seuls, sont capables de dire à quel moment le détenu peut être libéré sans péril pour l'ordre social.

L'exemple qui me paraît le plus intéressant est celui de l'organisation de la relégation en Egypte.

Le juge et l'Administration pénitentiaire collaborent pour l'application de cette mesure. Dans cette législation, l'idée de prévention prévaut sur celle d'élimination et il en résulte que la relégation est *temporaire* au lieu d'être perpétuelle comme en France et qu'elle a pour but la réforme des délinquants d'habitude (1). Il faut donc distinguer : 1° l'internement pour une durée indéterminée des récidivistes (Loi du 11 juillet 1908) ; 2° la relégation proprement dite (Loi du 15 décembre 1909).

L'internement est suivant les cas obligatoire ou facultatif. Il est obligatoire s'il s'agit d'un récidiviste déjà condamné aux travaux forcés et qui a commis de nouveau une infraction grave pendant sa mise en liberté conditionnelle ou pendant les deux ans à partir de sa libération définitive. Il est simplement facultatif dans les autres cas de récidive. *Le juge peut substituer* cet internement à l'aggravation du maximum de la peine prévue par la loi au changement de la nature de la peine (par exemple les travaux forcés de deux à cinq ans au lieu de peine délictuelle).

Le régime que subissent les relégués est analogue à celui des bagnes, bien que certaines dérogations puissent être accordées en faveur d'un condamné. La libération ne peut être ordonnée que par le Ministre de la Justice sur l'avis d'un comité de contrôle de six membres. L'internement facultatif

(1) Réf. *Revue pénitentiaire*, 1912.

a une durée maxima de six années, l'internement obligatoire de dix ans. Cette peine accessoire a donc un maximum. Son minimum n'est jamais fixé par le juge, il dépend de la décision du Ministre, qui est nécessairement subordonnée aux preuves d'amendement données par le condamné.

La relégation proprement dite (loi du 5 décembre 1909) s'applique aux délinquants professionnels connus comme tels par la *notoriété publique*, comme dans la loi italienne. Il n'est donc pas besoin de prouver contre eux leur participation à des infractions déterminées suivies de *condamnations*, mais seulement *des faits suspects*, et l'on peut considérer comme telles les poursuites n'ayant pas abouti faute de preuves, mais laissant planer un doute défavorable. En fait, on se servira de condamnations ne remplissant pas toutes les conditions de nombre et de gravité exigées par la loi de 1908.

La procédure s'inspire de la loi italienne, la décision est prise par une Commission spéciale établie dans chaque province et composée d'éléments administratifs et d'éléments judiciaires. Les Cours d'assises, qui acquittent faute de preuves un individu accusé de certains crimes ou délits, peuvent aussi lui appliquer la relégation organisée par cette loi.

Les effets et le régime sont : 1° La surveillance de la police (maximum cinq ans); 2° La caution de bonne conduite; 3° Le domicile forcé si dans les quinze jours l'individu n'a pas fourni caution. En réalité, le condamné subit un simple *isolement* de la société normale, mais il n'est pas soumis au travail forcé.

La relégation cesse, soit par l'expiration du terme de cinq ans, soit par la libération conditionnelle de la surveillance par ordre du Ministre de l'Intérieur.

DEUXIÈME SYSTÈME

Détermination de l'état dangereux par la loi

Les systèmes précédents ont été vivement critiqués, parce qu'ils ont le défaut commun de substituer à l'autorité de la loi l'arbitraire du juge ou de l'administration.

Or, la base de notre système pénal est l'article 4 du Code pénal : Nul délit ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fut commis. On a dit que les acquisitions définitives de la civilisation moderne nous fourniraient toutes les garanties morales contre les abus, et que nous pourrions avoir aujourd'hui confiance dans le juge moderne qui a pour le droit individuel un respect qui est entré dans les mœurs et fait partie de son atmosphère ambiante (1). Certes, il y a quelque chose de vrai dans cette opinion, mais il est toujours à craindre que celui à qui on donne une autorité arbitraire en fasse un mauvais usage, de la meilleure foi du monde naturellement. Il faut craindre un excès de sévérité de la part du juge souverain, ou trop d'indulgence, ce qui, dans l'un et l'autre cas, est un danger.

C'est pourquoi la détermination de l'état dangereux doit être fait par la loi. C'est là notre vieux système français. *Nulla paena sine lege*. Or les mesures de sûreté que nous

(1) C. f. A. Prins : *La défense sociale et les transformations du droit pénal*.

proposons contre les *êtres socialement dangereux* sont aussi graves qu'une peine, en constituent une.

C'est donc de ce deuxième système que nous sommes partisans.

Les conséquences en sont :

1^o Détermination par la loi de l'état dangereux.

2^o Le juge de droit commun, seul, a qualité pour le prononcer et le déclarer obligatoirement, si l'on rentre dans les cadres de la loi.

3^o Nécessité d'une procédure régulière.

Détermination de l'Etat dangereux pour :

1. *Les récidivistes.* — C'est en France qu'a été faite la première application de la notion de l'état dangereux, mais sans le nommer. Il suffit qu'une présomption légale d'endurcissement existe depuis notre loi de 1885 sur la relégation, pour que le juge prononce, *obligatoirement*, contre lui une mesure d'élimination. Je demande simplement que la loi sur la relégation soit plus sévèrement appliquée. Les magistrats, sachant que de nombreux relégués, maintenus dans les prisons, attendaient indéfiniment leur embarquement, se sont découragés d'appliquer une peine que l'administration mettait si peu d'entrain à faire exécuter. Et puis ils répugnent toujours à punir tout un passé, à l'occasion d'une dernière faute moins grave souvent que les précédentes. Or la loi de 1885 a institué une pénalité d'un caractère nouveau déterminé non par la considération du crime, mais du criminel, de son état dangereux.

Il faut donc qu'un texte formel pose les conditions juridiques et objectives de l'état dangereux, en prenant en considération la nature et la gravité des délits antérieurement commis par le récidiviste et les condamnations qu'il a déjà subies.

Le juge devra prononcer la mesure indiquée par la loi. Je ne vois aucun inconvénient pour ma part à ce qu'il puisse en fixer la durée, ni que l'administration ou des commissions puissent en modifier la durée, suivant l'état du délinquant, mais sous réserves que l'on se mouvra dans des minimum et des maximum indiqués par la loi.

II. *Ceux qui ont des habitudes de vie dangereuses.* — Nous avons examiné ces sortes de délinquants qui ne sont point en état de récidive légale, mais dont les habitudes constatées et le genre de vie démontre clairement le caractère dangereux. Ce sont à titres divers d'ailleurs : les vagabonds, les souteneurs, les alcooliques, etc.

J'ai dit que les mesures que je souhaitais ne devraient être prises qu'après le déclic d'un délit. Mais leur façon de vivre même est un délit. Ainsi le vagabondage, le vagabondage spécial...

Donc pour appliquer à ces *êtres socialement dangereux* les diverses mesures de sûreté que nous étudierons, la loi devra donner une définition de ces manières de vivre dangereuses et déterminer ainsi juridiquement dans quels cas ces « états dangereux » pourront entraîner un internement forcé dans un asile de sûreté (Maisons de travail, Asiles de buveurs, etc.). Ce placement forcé dans un établissement de travail ne pourra être ordonné que par un juge, après une instruction faite dans les formes légales, pour assurer la liberté de la défense.

III. *Pour les défectueux, anormaux, déficitaires.* — Nous avons actuellement une lacune absolue dans notre législation pour ce qui concerne ces *êtres socialement dangereux*. Mais — en ce qui concerne notamment les aliénés criminels — nous avons le projet de loi Dubief, dont nous avons déjà longuement parlé et qui devrait être voté au plus tôt.

Voyons quel sont d'après ce projet les moyens de détermination de l'état dangereux, et à qui sont confiés les pouvoirs pour diriger ces délinquants vers des asiles de sûreté : Le projet de loi Dubief indique que seront envoyés devant le

Tribunal en Chambre, du conseil qui, après avoir entendu le Procureur de la République, ordonnera leur internement dans un asile de sûreté quatre types d'inculpés.

Le projet ajoute que ces inculpés seront internés, si leur état est de nature à compromettre la sécurité, la décence ou la tranquillité publiques, leur propre sûreté ou leur guérison.

Ces quatre groupes sont :

1. Les inculpés qui par suite de leur état mental ont été considérés comme irresponsables et ont été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêté de non-lieu.

2. Les prévenus poursuivis en police correctionnelle qui ont été acquittés comme irresponsables à raison de leur état mental.

3. Les accusés qui, par suite de leur état mental ont été déclarés irresponsables et acquittés par le conseil de guerre.

4. Les accusés traduits devant la Cour d'assises, que le jury a déclaré irresponsables.

Comment sera saisi le tribunal ?

Par l'ordonnance, le jugement ou l'arrêt de la Cour d'assises, rendu en conformité du verdict déclarant l'irresponsabilité.

Mais, pour donner plus de garanties à la liberté individuelle et à la défense sociale, le tribunal devra — avant de statuer — ordonner une nouvelle expertise qui sera contradictoire.

En attendant la décision du tribunal en Chambre du Conseil, le prévenu ou l'accusé déclaré irresponsable ne sera jamais remis en liberté et sera provisoirement interné dans un asile de sûreté.

Nous faisons nôtres ces dispositions ; nous n'avons plus qu'à souhaiter que nos législateurs votent le projet Dubief,

comme ils devraient voter le projet Flandin sur les vagabonds, comme aussi le texte créant des asiles de sûreté et de travail.

C'est de l'étude de ceux-ci qu'est faite notre troisième partie. Mais avant que d'entreprendre l'examen des asiles de sûreté, il nous paraît utile d'indiquer en quelques extraits les conclusions que nous avons trouvées sous la signature de M. Maxwell dans son beau livre *Le crime et la société* et sous celle de M. de Lanessan dans *La lutte contre le crime* (1).

(1) J. J. Maxwell, docteur en médecine, substitut du Procureur général de la Cour de Paris : *Le crime et la société*, Paris, Flammarion, p. 351 et suivantes. J.-L. de Lanessan : *La lutte contre le crime*, Paris, Alcan, p. 256, 263, 269 et 292.

TROISIÈME PARTIE

LES ASILES DE SURETÉ

Quelles sont les réformes souhaitables ?

(Les idées de MM. Maxwell et de Lanessan)

Voici les conclusions de M. Maxwell dans son livre : *Le crime et la Société*. D'une façon générale, notre système pénal actuel est à modifier. Beaucoup de nos peines sont absolument inefficaces et l'argent que nous employons à entretenir nos prisonniers est gaspillé. Loin d'assurer la défense sociale, c'est-à-dire la protection des bons citoyens contre les mauvais, notre système lui fait le plus grand tort. Il est tout-à-fait illogique de montrer plus de condescendance ou de sympathie pour les coupables que pour les victimes, celles-ci sont absolument plus dignes d'intérêt. Il est urgent de nous débarrasser de sentiments qui ne se justifient plus aujourd'hui ; alors surtout que nous ne devons pas chercher à punir des coupables, *mais à nous mettre à l'abri d'individus dangereux et nuisibles*.

Plus spécialement nous devons lutter contre le développement croissant de la criminalité ; les plus pressants besoins

de notre société sont les suivants : 1^o il est urgent d'établir des asiles spéciaux pour les aliénés dangereux ou criminels, qu'il est imprudent de laisser dans les asiles ordinaires, plus imprudent encore de relacher sans examen approfondi de leur état ; 2^o il est nécessaire de surveiller la reproduction humaine, de ne pas permettre aux progénitures tarées de multiplier les dégénérés inférieurs de la société. Le mariage est un fait auquel la collectivité ne saurait plus longtemps demeurer indifférente ; 3^o l'enfance doit être mieux protégée. Il est indispensable de ne pas abandonner les enfants à eux-mêmes, dès leur sortie de l'école primaire ; la société doit leur continuer sa surveillance et ses soins ; les moyens proposés à cet effet par M. Monis sont à recommander. On remédiera ainsi à un véritable péril social ; l'accroissement de la criminalité juvénile. 4^o Il faut enfin faire de bonnes lois sociales.... Le corps social est un organisme dont les parties sont solidaires, la santé des unes est la condition des autres.

Nos peines doivent étre conçues de telle façon qu'elles deviennent une inhibition véritable, non une incitation à l'infraction comme elles le sont quelquefois. Le régime pénitentiaire ne doit pas avoir pour objet de rendre le séjour des établissements de répression désirable, mais de déterminer chez le condamné la plus sérieuse volonté de n'y plus revenir. Notre système d'atténuation des peines en faveur des demi-responsables, est une erreur capitale. Il est à souhaiter que l'on donne aux juges la mission de prononcer un internement prolongé soit pénal, avec un régime spécial sanitaire, soit médical. Il serait nécessaire de prendre des mesures propres à éviter l'arbitraire.

Les incorrigibles doivent étre exclus du corps social s'ils sont un danger. La relégation, la transportation avec travail

obligatoire ou tout autre mesure équivalente doivent être recommandées à leur égard.

*
* *

M. J.-L. de Lanessan, dans son livre intitulé *La lutte contre le crime* envisage une solution de la question qui nous semble extrêmement intéressante. *Eloigner les criminels du corps social, les éloigner à meilleur compte, les utiliser* lui semble le triple objectif à réaliser. Il propose d'éloigner les criminels de France et de les incorporer dans des corps disciplinaires coloniaux dont ils ne seraient libérés que le jour où l'on pourrait considérer leur entrée en France comme n'offrant aucun danger pour la Société.

Le service militaire en dehors de la Métropole aurait pour premier effet de séparer complètement les individus des milieux dans lesquels ils ont vécu jusqu'alors. La ségrégation justement réclamée, dit-il, non seulement par l'école italienne, mais encore par la presque unanimité des criminalistes classiques, comme moyen de préservation du corps social et d'amélioration des criminels, serait donc réalisée par le service militaire aux colonies, dans les conditions les meilleures que l'on puisse imaginer. L'individu ségrégué ne pourrait plus rentrer dans le corps social sans qu'on l'y autorisât. Il se trouverait en outre soumis à une discipline de toutes les heures, de tous les instants, apte à dompter les individus les moins sociables. M. de Lanessan raconte avoir vu au Tonkin les soldats du général Galieni bâtir et entretenir la plupart des postes militaires des frontières du Quang-Ton et du Quang-Si. Dans sa pensée *la relégation disciplinaire aux colonies* s'appliquerait à ce qu'il appelle les délinquants passionnels et occasionnels et elle réaliserait le triple objectif.

L'école italienne a proposé, indépendamment de la relégation, la création d'établissements spéciaux. L'internement des délinquants y serait indéterminé et seule l'administration pourrait leur donner un exeat le jour où elle les considérerait comme ayant perdu leur caractère d'être *socialement dangereux*. Dans ces purgatoires inventés par les hommes, les condamnés seraient astreints à travailler au point de vivre uniquement avec le produit de leur travail. Ainsi que le dit Enrico Ferri dans sa *Sociologie criminelle* ce serait un séjour de privations, exclusif de toute idée de torture, un lieu, somme toute, peu désirable pour leurs pensionnaires. Chacun des détenus serait traité selon la manière qui conviendrait le mieux à son caractère et c'est à la discipline et au travail que l'on demanderait un effort de moralisation.

Cette conception est admirable en théorie, mais est-elle bien pratique. Ces établissements ne pourraient comporter que : ou bien la vie en commun, et alors ils auraient tous les inconvénients des prisons, ou bien la vie cellulaire, et vraiment on ne peut espérer une grande amélioration de ce genre de traitement. Quant à la durée du traitement qui serait indéterminée, elle comporte la nécessité de la création d'un nombre d'établissements très supérieur à celui des prisons actuelles. Et puis ne serait-ce pas transformer l'humanité en un amalgame bien peu social de détenus et de gardes-chiourmes. La solution préconisée par les criminalistes italiens est trop générale et à notre avis, ne saurait convenir qu'aux individus ayant dépassé la quarantaine.

Pour ceux des délinquants véritablement anti-sociaux commençant aux vagabonds et mendiants pour finir aux criminels de profession particulièrement dangereux, on réserverait la *déportation coloniale avec travaux publics*.

M. de Lanessan prétend que le vice capital de notre transportation réside dans l'accumulation de nombreux condamnés dans une même colonie. Encombrement, oisiveté, promiscuités les plus dangereuses, tels sont les graves inconvénients qu'il reproche aux colonies pénitentiaires de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie. Il insiste beaucoup sur la nécessité de la répartition des criminels de profession, *sur le plus grand nombre possible de lieux différents*. « La seule façon efficace de protéger contre eux la société consiste à les expulser de la Métropole et à les expulser pour une durée indéterminée, car on ignore *à priori* s'il sera possible de les moraliser. Au lieu de les réunir tous dans une même colonie où il leur serait impossible de leur faire faire un travail utile, on les incorporera dans une compagnie pénitentiaire de travaux publics organisée militairement, et ne comportant pas plus d'une centaine d'hommes chacune, dotée de chefs capables de servir de contremaîtres dans les principaux métiers : maçons, charpentiers, serruriers, menuisiers, peintres, mécaniciens, électriciens, etc. La discipline de ces compagnies serait celle des corps militaires en face de l'ennemi. Les déportés y seraient distribués de façon à mettre encore autant que possible des individus ayant à peu près le même âge et le même passé. Ces compagnies seraient placées sous la haute autorité du Ministre des Colonies, pour être distribuées par lui dans tous ceux de nos établissements coloniaux, où il y aurait à exécuter des travaux publics pour lesquels on ne trouve pas d'ouvriers libres européens, tels que la construction des routes, des ports, des ponts, des chemins de fer sous les climats chauds et malsains et dans les régions les plus excentriques de chaque colonie. Pendant toute la durée de leur séjour dans une colonie, ces compagnies seraient placées sous

les ordres directs du Gouverneur. Celui-ci en disposerait au mieux des besoins de la colonie dont le budget ferait face à toutes leurs dépenses. Les compagnies ne comportant qu'un simple effectif, chacune d'elles pourrait être facilement transportée d'un lieu à un autre suivant les besoins. . . La libération et la rentrée dans la Métropole resteraient toujours possible, mais seulement pour les sujets dont la moralisation définitive ne serait pas discutable. Autant qu'il est permis d'en juger par ce qui s'est passé dans la Guyane et dans la Nouvelle-Calédonie, cette moralisation n'est pas impossible, mais elle n'a été constatée dans ces lieux de transportation que chez les individus vivant en dehors des abominables promiscuités des pénitenciers. Ces conditions seraient aisément réalisées avec les compagnies de déportation où sous une discipline très sévère, on accorderait à chaque individu une certaine liberté d'allure. Quant aux actes d'insubordination ou aux tentatives d'évasion, ils seraient traités comme si la compagnie se trouvait en état de guerre et en face d'un ennemi. » Somme toute, humanité aux laborieux, impitoyable rigueur pour les incorrigibles.

Les Asiles de sûreté pour les Aliénés criminels

Ainsi que nous l'avons vu en traitant de la question du danger social que constituent les aliénés criminels, un projet de loi existe, qui solutionne au mieux tous les problèmes qui en découlent. Nous ne saurions assez insister sur l'urgence qu'il y a à faire voter par le Sénat l'excellent projet de loi Dubief déposé déjà depuis dix-sept ans. Ce projet, ainsi que nous l'avons dit, prévoit la construction de plusieurs asiles de sûreté pour les aliénés criminels. Ceux-ci y seront conduits et retenus par les soins du Ministre de l'Intérieur, après que le Tribunal aurait, en Chambre du Conseil, ordonné leur internement. Seront donc enfermés : 1° tout inculpé qui, par suite de son état mental, a été considéré comme irresponsable et a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ; 2° tout prévenu en police correctionnelle qui a été acquitté comme irresponsable en raison de son état mental ; 3° tout accusé qui, par suite de son état mental, a été déclaré irresponsable et acquitté par le Conseil de Guerre ; 4° tout accusé traduit devant la Cour d'Assises, que le jury a déclaré irresponsable.

Le Tribunal est saisi par l'ordonnance, le jugement ou l'arrêt qui prononce le non-lieu ou l'acquittement ou par un arrêt de la Cour d'Assises, rendu en conformité du verdict déclarant l'irresponsabilité.

Ce verdict d'irresponsabilité est nouveau. Il y aura donc une question d'irresponsabilité posée au jury ; elle me semble

bien analogue, comme résultat, à la question de l'état dangereux.

Les condamnés reconnus aliénés après le jugement, les aliénés qui commettent des crimes, alors qu'ils sont déjà dans une maison de fous, seront également internés dans l'asile de sûreté.

Ainsi, l'entrée dans l'asile d'aliénés sera ordonnée par l'autorité judiciaire, de même qu'en Belgique, en Danemark, en Hollande et en Italie. Pour ce qui est de la sortie, elle est, dans les pays que je viens d'énumérer, prononcée par l'autorité administrative ; d'après le projet Dubief, elle sera, ainsi qu'en Angleterre-Irlande, en Russie et en Espagne, prononcée par l'autorité judiciaire. La sortie accordée — *naturellement après avis du médecin traitant* — est révocable et peut n'être que conditionnelle.

Ainsi nous ne pouvons rien ajouter aux dispositions que prévoit le projet de loi Dubief, et on ne saurait mieux organiser, à notre avis, en respectant autant que possible la liberté individuelle, la mise à l'abri de ces *êtres socialement dangereux* au premier chef que sont les aliénés criminels. Notre législation, sur ce point-là, est absolument lacunaire et nous nous trouvons être le plus en retard.

Les demi-fous. — Pour les demi-fous, nous avons dit ce que nous pensions de la responsabilité atténuée. Il y a lieu de distinguer : 1^o ceux des demi-fous qui confinent tout-à-fait à l'aliénation mentale ou dont la raison ne résistera pas à l'épreuve d'un procès. Ceux-là devront être enfermés dans le même asile de sûreté que les aliénés criminels. 2^o Ceux qui, après leur condamnation, deviendront fous. Ceux-là rentrent dans une des catégories d'aliénés criminels, prévues

par le texte Dubief. 3^o Ceux qui, pour quelque raison que ce soit, rentrent dans une des autres catégories d'*êtres socialement dangereux*; pour ceux-là, nous faisons nôtres les conclusions de M. le procureur général Loubat; ils devront être : a) punis de la peine qu'ils méritent et qui doit leur être appliquée de par la loi ; b) dirigés dans des asiles spéciaux, lesquels seront à la fois pour la société un moyen de s'en débarrasser et pour eux un moyen de se guérir, si cela est possible.

Ils seront donc condamnés à une *peine à durée déterminée* et à un *internement à durée indéterminée*. Comme pour les aliénés-criminels, l'internement sera prononcé soit par les juges correctionnels, soit par la cour, en cas de verdict de culpabilité. Leur sortie sera prononcée par l'autorité judiciaire après avis du médecin de l'asile.

Un correctif qui me paraît extrêmement intéressant est le suivant : je le trouve dans le projet du Code pénal serbe (*Revue pénitentiaire*, 7 octobre 1912). Ce projet édicte le placement judiciaire des irresponsables ou des demi-responsables dans une maison de santé. Le temps passé dans cette maison est imputable en cas de guérison sur la durée de la peine infligée. Sans discuter les mots irresponsables ou demi-responsables, ni celui de maison de santé, bien analogue, je pense, dans l'esprit du législateur serbe à l'asile de sûreté, je souligne ce qu'a de dubitatif l'expression « en cas de guérison ». Cela n'empêche pas l'idée d'être intéressante et somme toute satisfaisant notre intime justice.

Les Asiles de sûreté pour les Toxicomanes

Pour ceux-ci l'intérêt de la création d'asiles est indéniable.

Les toxicomanes sont des êtres momentanément pervertis ; guéris ils redeviennent complètement normaux, à très peu d'exceptions près, il ne peut y avoir matière à discussion au sujet de savoir si la société peut appréhender les toxicomanes par le fait même qu'ils le sont : notre avis sur ce point est catégorique. *La société devra attendre le déclic d'un délit pour appréhender le toxicomane.* Il est certain que le toxicomane a commis une faute morale le jour où il a pris sa funeste habitude. Mais ce n'est qu'une faute contre lui-même, et je ne vois pas la société sondant les consciences de chacun et punissant au nom de je ne sais qu'elle morale personnelle. Le rôle de la justice, nous ne saurions trop le répéter, est de défendre la Société contre les *êtres socialement dangereux*. Les toxicomanes peuvent devenir dangereux pour la société, mais ils ne le sont pas fatalement. Du reste, la question est presque à l'heure qu'il est, uniquement théorique, seuls, on pourrait trouver des exemples de délit commis sous l'empire de la morphine. Aucun acte délictueux n'est encore dans nos annales judiciaires, qui ait été occasionné par la cocaïne. Un seul crime politique fut peut-être provoqué dans ses lointaines causes par l'opium (1).

(1) Nous faisons allusion au cas Ullmo.

Envisageons donc la question telle qu'elle pourrait se poser. Le toxicomane se met-il sous le coup de la loi pénale ? il doit être puni comme quiconque. Au nom de quel texte ? Je veux dire : à quoi pourra-t-on assimiler sa passion. Le cas s'est déjà présenté et les magistrats ont assimilé la morphinomanie à l'ivresse. La toxicomanie pourra donc devenir soit une circonstance aggravante, soit une circonstance atténuante pour le délinquant. A notre avis, l'état d'intoxication d'un délinquant devra à la fois aggraver et lui atténuer sa culpabilité. Son état atténuera sa culpabilité en ce sens qu'après avis d'un médecin commis à cet effet, sauf s'il y a aveu de la part du délinquant, le toxicomane sera frappé du minimum de la peine qu'il aura encourue. Sa culpabilité en sera aggravée en ce sens qu'à l'issue de sa peine, il sera interné dans un asile de sûreté où, *sous une direction exclusivement médicale*, il sera sevré de son poison. Le mieux me semble, que le bénéfice de la loi de sursis lui soit le plus largement acquis pour sa peine proprement dite. Mais en aucun cas, il n'échappera à la mesure de préservation sociale qu'est l'asile de sûreté. Et voyez combien cette mesure sauvegardera le double intérêt personnel et social.

Le toxicomane est un taré provisoire. Il y a tant d'excuses dans sa passion. On doit le considérer comme un malade. Mais puisqu'il y a toujours eu à un moment quelconque, participation de sa volonté à cette maladie, il doit être responsable des conséquences pénales que peut avoir pour lui sa passion. C'est pourquoi il sera aux termes d'une *décision judiciaire*, interné dans un asile de sûreté pour un temps indéterminé dont le minimum et le maximum devront être fixés dans la loi future, après avis d'une commission médicale. Pendant le cours de sa désintoxication, le toxico-

mane sera remis dans ces asiles *ad hoc* entre les mains exclusives des médecins. L'asile sera surveillé par le Procureur de la République ou le Procureur général, suivant la façon dont ces asiles seront placés. La sortie de ces asiles n'en sera autorisée qu'après avis catégoriquement affirmatif du médecin qu'il n'y a plus de danger, ni social, ni individuel. C'est ou le Procureur général ou le Procureur de la République qui signera l'autorisation de sortie.

Il faut envisager le cas exceptionnel où le toxicomane aurait sous l'empire de l'intoxication commis un crime. Dans le cas où il serait acquitté, la Cour aurait le souverain pouvoir, malgré le verdict négatif, d'ordonner l'internement du toxicomane dans un asile de sûreté. Au cas de condamnation, la Cour devrait ordonner la mesure de sûreté accessoire, le condamné serait d'abord placé dans une section spéciale ou dans une cellule spéciale de la maison de désintoxication pour y subir le temps de cure nécessaire. Après quoi redevenu normal, il subirait sa peine tout comme un autre et suivant l'expression consacrée, ayant compris sa faute, il paierait la dette qu'il avait contractée envers la société. Je pense cependant que la peine de mort devra être rayée des peines que pourront encourir les grands criminels toxicomanes.

Les avantages de notre système seront de rendre normaux des anormaux provisoires, de tarir une source éventuelle de récidivistes, car je pense qu'un intoxiqué qui aura séjourné dans un asile de sûreté, préférera renoncer définitivement à sa passion *plutôt que d'y jamais revenir*.

Les Asiles de sûreté pour les faibles moralement abouliques, défectueux moraux

Je ne conçois ces asiles què pour les faibles moralement qui n'auraient pas atteint leur majorité. Pour ceux-là, je demanderai aux œuvres de patronage de s'en occuper.

Quant aux faibles moralement, ou qui auront atteint leur majorité, ou qui seraient sur le point de l'atteindre, je ne vois réellement pas pour eux de place dans les asiles de sûreté, sauf ceux que l'on pourrait assimiler à des vagabonds. Si non je préfère pour eux la solution que j'ai déjà indiquée : à savoir que l'on crée pour eux des légions nationales où on les utiliserait pour le plus grand bien de la patrie, pour leur sauvegarde et leur réhabilitation.

J'entends bien que la société ne les appréhendera qu'après le déclic d'un délit. Je ne vois pas en vertu de quel droit elle pourrait le faire auparavant et la conscience que j'ai de la notion de liberté m'interdit d'interner un être que je soupçonne seulement d'infériorité morale.

Au reste, une grande partie des faibles moralement se confondront dans la pratique avec ce que l'on a voulu nommer les demi-fous, surtout si le déclic du délit se produit chez eux à un certain âge, à l'âge où ils ne seraient plus utilisables dans ces légions dont je parlais. Auquel cas, les asiles de sûreté, à l'usage des demi-fous curables, leur seront ouverts. Ce qu'il faut à tout prix, c'est empêcher les faibles moralement de devenir des récidivistes, et pour ce, les arrêter par quelque moyen que ce soit après qu'ils aient commis un quelconque délit, si minime soit-il. Là, la coopération des magistrats et médecins s'imposera étroitement.

Les Asiles de sûreté pour les récidivistes, les relégables

Pour eux, les asiles de sûreté ne peuvent se comprendre que dans un sens variable et très large. En matière criminelle, les récidivistes doivent être considérés comme des incorrigibles, des nuisibles, des êtres particulièrement dangereux. C'est le type de l'*être socialement dangereux*. Ceux-là, il faut à tout prix s'en débarrasser et lorsqu'ils auront fini leur peine proprement dite, ils ne devront dans aucun cas rentrer en France. En matière correctionnelle, pour l'application de la relégation, la loi du 27 mai 1885 a apporté deux dérogations à la procédure correctionnelle. La première de ces dérogations a trait à la nomination d'un défenseur d'office. Rien de mieux, Aucun commentaire n'est nécessaire. La seconde dérogation a trait à l'exclusion de la procédure de flagrant délit. Rappelons que la loi du 20 mai 1863 avait introduit en cas de flagrant délit des modifications à la procédure ordinaire. Elles consistent essentiellement en ceci : En cas de flagrant délit, l'instruction préparatoire est confiée au Procureur de la République, qui doit procéder à un interrogatoire le jour même de l'arrestation du prévenu, et peut décerner un mandat de dépôt, qui n'est valable que pour vingt-quatre heures. Le Tribunal est saisi par la traduction immédiate de l'inculpé à l'audience du jour ou par une citation.

Cette loi a surtout été faite en vue des récidivistes et des malfaiteurs dangereux. Or, le législateur défend de se servir de cette procédure spéciale quand il s'agit de l'application de la relégation. Nous renvoyons aux explications de M. Jullien,

l'auteur de l'amendement qui est devenu l'article 11 de cette loi, pour la justification de cette clause dérogative. Pour notre part, nous croyons là à un souci exagéré de défiance à l'égard des magistrats, quels qu'ils soient. Il est certain que le Ministère public n'eût jamais déferé devant le Tribunal immédiatement ou pour le lendemain un individu susceptible d'être relégué. Il est certain que le Tribunal sollicité ne se serait jamais refusé à remettre l'examen de l'affaire à un nombre de jours suffisant pour respecter l'intérêt de la défense et celui d'une justice bien rendue. Au pis aller, on avait la ressource de l'appel pour réparer les erreurs de fait ou de droit qu'un excès de zèle eût pu faire commettre. On trouvera sur cette question, dans une thèse de M. Eyquem, intitulée : *Des Peines de la Récidive et de la Relégation*, et dans une autre de M. Laroche : *De la Relégation des Récidivistes*, toutes les explications les plus circonstanciées qu'on puisse désirer sur le sujet.

Quoi qu'il en soit de ces discussions, l'application de la relégation aux récidivistes devra être faite sans aucune exception. Un des hauts magistrats d'une Cour nous racontait qu'ayant à juger un tout jeune relégable, il hésitait en sa conscience à lui appliquer cette dure mesure. Et suivant l'avis des conseillers assesseurs qui avaient une pratique plus grande que lui de la Chambre des appels correctionnels, il dut se rendre à l'évidence de ce raisonnement : « Pourquoi ne pas reléguer ce récidiviste, il nous reviendrait bientôt ? » Par conséquent qu'aucune considération budgétaire, qu'aucune influence quelconque n'entravent l'application très dure de la loi sur la relégation. Nous le savons aussi bien que tout autre, quand on examine un cas individuel, on se sent enclin à une grande indulgence, mais quand on considère les statis-

tiques, les progrès de la criminalité, le rajeunissement de ses cadres et la diminution du nombre des relégués, on devient un féroce partisan de la répression. Je suis devenu féroce ment répressif.

Pour ce qui est de l'organisation de la relégation, je la vois pour ma part beaucoup plus élargie, applicable à un très grand nombre de récidivistes. Il ne sera pas besoin d'attendre dorénavant qu'un individu ait donné des marques définitives d'endurcissement pour le reléguer ; il suffira que ce soit un incorrigible, un *être socialement dangereux*. C'est alors, que je puise soit dans les conclusions de M. Maxvell, soit dans celles de M. de Lanessan, pour organiser loin de France, la transportation et l'utilisation de tous les récidivistes. Je renvoie aux articles précédents pour plus de détails ; de même aux pages qui ont trait sur l'organisation de la relégation en Égypte.

C'est pourquoi, pour les récidivistes et les relégables, l'organisation d'asiles de sûreté se comprend mal, sinon en ce sens très élargi que la société devra prendre contre eux des mesures de sûreté et organiser au-delà des mers des compagnies de colonisation utiles à la patrie et pouvant, dans une certaine mesure, aider ces *êtres socialement dangereux* à récupérer une part de dignité. En tous cas, ces mesures de sûreté absolument indispensables auront eu comme résultat de débarrasser d'une façon définitive le sol de France d'incorrigibles, de malfaisants, de dangereux.

Les Asiles de sûreté pour les Vagabonds, Apaches et Souteneurs

Le projet de loi Flandin qui fut voté au Sénat en première lecture dans la séance du 28 juin 1912, comporte la création de colonies de travail où seront internés les vagabonds. Trois condamnations encourues dans un intervalle de 5 années suffisent pour rendre obligatoire l'envoi du vagabond dans la colonie de travail, pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus. Ces colonies de travail, je puis bien dire que ce sont des asiles de sûreté. Elles existent en Belgique, en Danemark où elles fonctionnent admirablement, de même en Suède, en Allemagne, en Suisse, aux Etats-Unis. Nous avons dit dans le chapitre consacré aux vagabonds tout ce que nous savions sur le bon fonctionnement de la colonie de Merxplas près d'Anvers ; où 6.000 vagabonds, servent à quelque chose dans leur pays. Ainsi la colonie de Veenhuisen, en Hollande.

Nous croyons qu'il n'y a pas lieu de faire de distinction essentielle entre les souteneurs et les apaches d'une part et les vagabonds de l'autre pour ce qui regarde leur internement dans les asiles de sûreté. Ce sont ces trois catégories de gens qui ont la phobie du travail, avec des tares plus ou moins accentuées. Le projet Flandin avait ceci d'excellent, il prévoyait le cas de mineurs de 18 ans, assimilés à des vagabonds. La solution qu'il propose se rapproche sensiblement de celle que nous avons indiquée pour les faibles moralement. Elle consiste : 1° à éviter l'emprisonnement auxdits mineurs ; 2° à leur remise aux parents, à une institution charitable ou

dans une école de réforme ou de préservation ou dans une colonie quelconque pour y être élevés jusqu'à l'âge de 21 ans, avec ce correctif qu'ils peuvent être autorisés à contracter un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer.

Si à leur sortie de leur asile de sûreté les vagabonds, souteneurs et apaches commettent un nouveau délit si peu grave soit-il, dans un laps de temps qui devra être déterminé, je suis d'avis qu'on les considère sans plus, comme incorrigibles et récidivistes. Alors pour eux, restera un moyen d'élimination, ce sera la transportation avec leur embrigadement, dans d'autres colonies de travail, mais par delà les mers, dans d'autres colonies de travail que M. de Lanessan appelle « *Compagnies de colonisation* » et dont l'organisation sera analogue à celle de légions nationales travaillant et peinant loin de la Métropole pour le plus grand bien d'un pays, dans lequel ils constituaient un véritable danger.

Les Asiles de sûreté pour les Alcooliques

Pour ceux-ci l'exemple nous vient de l'étranger, ce sont des asiles de buveurs qui leur conviennent. En Suisse, dans le canton de Saint-Gall, la loi ordonne l'internement des alcooliques invétérés dans les asiles *ad hoc*, et va même jusqu'à allouer des subsides à leurs familles pendant la durée de la cure. De même aux Etats-Unis, en Norvège. Des projets sont déposés en Autriche et en Allemagne. Mais entendons-nous bien, je me refuse à admettre que le seul fait pour un homme d'être alcoolique constitue un délit. Je suis peut-être un monomane du respect de la liberté individuelle, mais je ne reconnais pas à la société le droit de mettre à l'abri un individu qui s'adonne à l'alcool et pour ce fait seulement. Je crois devoir attendre pour l'appréhender que tel alcoolique ait transgressé d'une façon quelconque, si minime soit-elle, la loi pénale. Alors je saisis l'occasion, j'empêcherai l'alcoolique de devenir un criminel et je le forcerai, pour le jeu même de nos intérêts combinés, de se soigner.

Pour cela la loi aura deux choses à faire : 1^o créer des asiles de buveurs pour les alcooliques ayant commis un délit et des quartiers spéciaux dans les asiles de sûreté pour les alcooliques, grands criminels, ou l'alcoolique à demi-aliéné, également criminel ; 2^o donner aux juges le pouvoir de prononcer, comme peine accessoire, l'internement d'un alcoolique, soit dans un asile de buveurs, soit dans un asile de sûreté, proprement dit. Et ce, pour un temps, qui sera à déterminer, par exemple, après avis d'un médecin.

D'un moyen d'élimination des êtres socialement dangereux. — L'Eugénisme. — Ce qu'il faut en penser.

« La science sera un jour de mon avis, la science impartiale et sereine, la science qui est comme la nature, ignorante de toute fausse pitié, esclave de la justice et de la vérité. Elle dira, elle dit déjà que la liberté humaine a des limites, qu'elle doit être respectée dans la mesure où elle n'est pas nuisible et qu'il n'est pas plus injuste de priver les reproducteurs malsains des moyens de nuire, qu'il n'est injuste d'arracher aux vipères leurs crocs venimeux ; encore, est-ce moins la fonction que son résultat qui importe, qu'on leur laisse cela si l'on peut éviter celui-ci...

«... La collectivité a le devoir d'écarter la possibilité des unions malsaines.» Ces paroles sont empruntées à la *Morale sexuelle* « de Wylm ». C'est la question de l'Eugénisme, de ce que j'ai envie d'appeler la stérilisation sociale.

Ce système radical qui consisterait pour empêcher les procréations malsaines de castrer le criminel n'est pas resté exclusivement théorique. C'est des Etats-Unis du Nord que nous vient la lumière sur ce point. L'Etat d'Indiana a depuis le 6 mai 1907 une loi dont j'extrais le passage suivant : considérant que l'hérédité joue un rôle très important dans la transmission de la criminalité, de l'idiotie et de l'imbécilité..., le congrès de l'Etat d'Indiana a décidé qu'à partir de la pro-

(1) Maxwell, *Le Crime et la Société*, p. 266.

mulgation de la présente loi, il sera obligatoirement enjoint aux établissements de l'Etat chargés de la garde des criminels incorrigibles, des imbéciles, des aliénés, d'adjoindre à leur administration, outre le médecin de l'établissement, deux chirurgiens expérimentés, d'habileté reconnue, dont la mission sera d'examiner, conjointement avec le médecin en chef, l'état mental et physique des pensionnaires qui seront désignés par le médecin de l'établissement et le Conseil de direction. Au cas où les experts et le Conseil jugeraient qu'il ne convient pas de permettre aux individus examinés de procréer, et s'il n'existe aucune probabilité en leur faveur, de l'amélioration mentale de ces individus, les chirurgiens seront autorisés à pratiquer, pour rendre inféconds, ces dits individus, telle opération qu'ils estimeront la plus sûre et la plus effective. Cette opération ne sera faite que dans les cas déclarés non améliorables.

Bien avant l'Amérique, la Suisse — le canton de Saint-Gall — avait discuté d'un projet de loi ordonnant la castration de certains dégénérés.

J'indique ci-contre une série de livres se rapportant à ce sujet : M. Schreiber, *L'Education Eugénique* ; R. Dupuy, *Les Enfants Arriérés* ; L. Querton, de Bruxelles, *L'Organisation pratique de l'Action eugénique* ; F. Houssaye, *Eugéniques sélections et déterminisme des tares*.

Je ne sais pas pourquoi invinciblement cette littérature me fait penser à l'Armée du Salut ; pas plus de l'une que de l'autre je ne nie le but profondément moral. Mais je reste sceptique, mettons que c'est par suite d'incompétence et que l'on me tienne quitte sur ce sujet d'autres explications.

CONSIDÉRATIONS DE DROIT CRIMINEL DANS UN MUSÉE

Je me souviens d'avoir vu ceci :

Trois hauts murs, quatre petites fenêtres ; en bas sur les pavés, des hommes tournent en rond. Du cercle angoissant, le premier plan est dans la lumière. Le reste fantastiquement se détache sur le mur à la façon d'ombres chinoises.

Ils vont, ils tournent et c'est leur promenade.

Sans doute, c'est un cauchemar : le réveil va me libérer dans un instant de cette vision oppressante.

Pourquoi ces malheureux tourneraient-ils en évoquant tant de choses dans leur démarche ? Qui serait assez cruel pour inventer un supplice aussi raffiné !

Taisez-vous, vous dis-je ! vous voyez bien que l'on ne parle pas ici. Chacun seulement cause avec soi-même. Oh ! l'atroce tête-à-tête, ils tournent sans mot dire, mais à quoi ne songent-ils pas ?

Cependant pour quelques-uns d'entre eux, leur aspect parle. Voyez-vous celui-ci de dos : bossu, cagneux, sans cou. Et celui-là beau gars, à la tête toute menue. En voilà un tout rabougri, tête penchée, cervelle vide d'idées. Un autre, le col ouvert, marche aussi très las : toutes les misères, toutes les souffrances de la terre sont sur sa physionomie ; et cette oreille presque décollée... Les suivants sont horribles : figures inachevées.

Tournez misérables, tournez en rond, vous êtes la rançon

du monde civilisé. Dieux ! quel assemblage d'êtres difformes, de figures folles, de physionomies qui sentent la déchéance et le crime : « c'est la ronde des prisonniers de Van Gogh ». Oh ! il ne s'agit pas de faire de la sentimentalité, mais ne peut-on pas tirer de ces émotions une leçon.

Je pense qu'il serait horrible de vouloir multiplier les prisons. Horrible et niais. Puis je crois que de tous ceux qui sont-là, aucun ne devrait être mis en liberté. Mais je prétends que dans ce microcosme pénal, tous ne sont pas à leur place. Il y a là des fous : pour eux l'asile d'aliénés. Ils n'ont à expier qu'une chose, celle d'être nuisible. Il y a là aussi des déchets physiologiques : pour eux, l'infirmerie et la vie au grand air dans des asiles *ad hoc*. Il y a là des *êtres socialement dangereux* dont le grand crime est d'être né et d'avoir persévéré à vivre. Ils sont venus là déjà une fois, puis leur peine faite, ils ont été remis en liberté. Ils ont recommencé. Les voilà de nouveau. Pour eux, la liberté est le plus grand des maux. Créons à leur intention et pour d'autres des *asiles de sûreté*. Ce sont des criminels, soit, mettons-les à l'abri, mais ce sont des malades, des diminués : faibles moralement, débiles mentaux, alcooliques, criminels de passion, soignons-les. Ainsi nous défendons la société, ainsi nous ferons même vis-à-vis d'eux, notre devoir.

Terminons par cette parole de Ruskin (the Queen of the air). Est-ce curieux de trouver une pensée de droit criminel chez le grand esthéticien anglais ! « Le droit de l'intervention publique dans la conduite des criminels commence quand germe en eux la corruption et non pas seulement quand ils ont déjà donné des preuves d'une corruption *sans espoir*. »

CONCLUSIONS

1. Il est temps que le législateur mène à bonne fin le projet de loi sur les aliénés-criminels (texte Dubief, Sénat 1896).

2. Il est absolument nécessaire que la loi sur la relégation soit strictement et sévèrement appliquée.

3. Il est urgent que le projet de loi Flandin sur la répression du vagabondage et de la mendicité, voté en première lecture par le Sénat (séance du 23 juin 1912), aboutisse.

4. Ces deux textes votés, la notion de l'*état dangereux*, implicitement entrée dans notre Code avec la loi de 1885 sur la relégation, sera admise et définie par la loi.

5. Des *asiles de sûreté* seront ainsi créés, adaptés aux divers genres de criminels qui y seront internés : asiles de buveurs, d'aliénés-criminels, colonies de travail, etc., dans lesquels les juges, d'après des textes impératifs de loi, secondés par les médecins, enverront les *êtres socialement dangereux* qui seront tombés sous le coup de la loi pénale.

VU :

Lyon, le 17 février 1913.

Le Doyen de la Faculté,

FLURER.

VU :

Lyon, le 17 février 1913.

Le Président de la thèse,

R. GARRAUD.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 19 février 1913.

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- R. GARRAUD. — *Traité théorique et pratique du droit pénal français* (2^e édition, Paris, Larose, 1898-1902).
- R. GARRAUD. — *Précis de droit criminel* (9^e édition, Paris, Larose, 1907).
- R. GARRAUD. — *La Relégation et l'Interdiction de séjour. Explication de la loi du 27 mai 1885*.
- R. GARRAUD. — *Le Problème Moderne de la Pénalité* (Paris, Larose, 1888).
- R. GARRAUD. — *L'Anarchie et la Répression* (Paris, Larose, 1895).
- A. PRINS. — *La Défense Sociale et les transformations du Droit Pénal*. (Misch et Thron, Bruxelles et Leipzig, 1910).
- GAROFALO. — *La Criminologie*.
- LOMBROSO. — *L'Anthropologie criminelle et ses Progrès récents* (tr. Paris, Alcan).
- ENRICO FERRI. — *La Sociologie criminelle*.
- J. MAXWELL. — *Le Crime et la Société* (Paris, Flammarion, 1909).
- MAUDSLEY. — *Le Crime et la Folie*.
- J. GRASSET. — *La Responsabilité des Criminels* (Paris, Bernard Grasset, 1908).
- J. GRASSET. — *Idées paramédicales et médicosociales* (Paris, Plon-Nourrit, 1912).
- J. GRASSET. — *Lettres à Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, pour demander la nomination d'une commission de Parlementaires, de Juristes et de Médecins, chargée d'organiser la Défense Sociale (actuellement inexistante en France) contre les criminels à responsabilité atténuée*. Sans éditeur. A paru dans les journaux et en brochure, chez l'auteur.
- ENRICO FERRI. — *Giustizia Penale et Giustizia Sociale Prolusione* (Roma, 1911, Societa Editrice Libreria, Milano).

J.-L. DE LANESSAN. — *La lutte contre le crime* (Paris, Félix Alcan, 1910).

ACTES DU CONGRÈS PÉNITENTIAIRE DE SAINT-PÉTERSBOURG
(Saint-Petersbourg, Bureau de la Commission d'organisation, 1890).

THÈSES.

LOUIS EYDOUX. — *Les demi-fous. Etude de la responsabilité atténuée* (Toulouse, Brun-Rey, 1906).

MAURICE MICHELON. — *Les demi-fous et la responsabilité atténuée* (Lyon, 27 janvier 1906).

LAURENT. — *Le Fouet aux Apaches, Les Châtiments corporels* (Lyon, 1912).

A. LAROCHE. — *De la Relégation des Récidivistes* (Nancy, 1898).

REVUES.

Bulletin de l'Union internationale de Droit Pénal. Année 1910, notamment les rapports de MM. GARÇON et GUILLOT.

Revue Pénitentiaire, juillet-octobre, p. 932, sur l'application de la Relégation en 1908 et 1909.

Janvier 1911, article de M. GAUD : *Administration de la Justice criminelle en 1909*.

Volume de l'année 1911, p. 1297 : *La Lutte contre l'Alcoolisme*, et p. 1046 : *Le Désarmement des Apaches*.

Revue Politique et Parlementaire : *La Crise de la Répression*, W. LOUBAT, juin-juillet 1911.

Revue des Deux-Mondes : *Le Problème pénitentiaire au moment présent*, par H. JOLY, 1^{er} février 1910.

Le journal *Le Temps*, 4 janvier 1913 : *Les Demi-Fous*, par W. LOUBAT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
CONSTATATION PRÉLIMINAIRE. — Echec des efforts accomplis depuis un siècle dans l'espoir de faire reculer la criminalité. — Le mouvement législatif depuis 1875.....	5
Un mot de principe sur le rôle de la justice.....	8

PREMIÈRE PARTIE

LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX

I. LES DÉFECTUEUX :	
Ch. 1. Les aliénés-criminels (Etude du projet Dubief).....	9
Ch. 2. Les toxicomanes.....	17
Ch. 3. Les faibles moralement, abouliques, défectueux moraux	28
II. LES RÉCIDIVISTES	32
III. LES ÊTRES SOCIALEMENT DANGEREUX PAR LEUR MANIÈRE DE VIVRE :	
Ch. 1. Les vagabonds (Etude du projet Flandin)....	39
Ch. 2. Les apaches.....	45
Ch. 3. Les alcooliques.....	52
Ch. 4. Les souteneurs	55
IV. SUR LA RESPONSABILITÉ :	
Ceux qui peuvent rentrer dans une des trois catégories d' <i>êtres socialement dangereux</i> .	
Les demi-fous et la responsabilité atténuée.....	60

DEUXIÈME PARTIE

AUTORITÉS QUALIFIÉES POUR DÉTERMINER L'ÉTAT DANGEREUX PROCÉDURE A SUIVRE

Pages

DIVERS SYSTÈMES :

Premier système. — Détermination de l'état dangereux par les autorités chargées d'appliquer la loi :

1. Par les Juges. (Législation comparée)..... 68
2. Par l'Administration pénitentiaire. (Système de la relégation en Egypte)..... 70

Deuxième système. — Détermination de l'état dangereux par la loi (Critique du premier système. — Ses dangers.)

1. Des récidivistes..... 75
2. De ceux qui ont des habitudes de vie dangereuses..... 76
3. Des défectueux, anormaux, déficitaires, notamment d'après l'étude du projet Dubief..... 76

TROISIÈME PARTIE

RÉFORMES SOUHAITABLES

- Les idées de MM. Maxwell et de Lanessan 79

LES ASILES DE SURETÉ :

- Ch. 1. I. Pour les aliénés criminels ; II. Les toxicomanes ; III. Les faibles moralement ou défectueux moraux..... 85
- Ch. 2. Pour les récidivistes..... 92
- Ch. 3. I. Pour les vagabonds, apaches et souteneurs ; II. Pour les alcooliques 95

Un moyen d'élimination des *êtres socialement dangereux*. — L'Eugénisme. — Ce qu'il faut en penser..... 98

Considérations de droit criminel dans un musée..... 100

CONCLUSIONS..... 103

BIBLIOGRAPHIE 105

